

BMO Groupe financier annonce ses résultats du deuxième trimestre de 2019

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018 :

- Bénéfice net de 1 497 millions de dollars, en hausse de 20 %; bénéfice net ajusté¹ de 1 522 millions, en hausse de 4 %
- BPA² de 2,26 \$, en hausse de 22 %; BPA ajusté^{1,2} de 2,30 \$, en hausse de 5 %
- Revenus nets³ de 5 652 millions de dollars, en hausse de 8 %
- RCP de 13,6 %, en hausse de 12,6 %; RCP ajusté¹ de 13,9 %, comparativement à 14,9 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 176 millions de dollars, comparativement à 160 millions pour l'exercice précédent
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,3 %
- Dividende de 1,03 \$, en hausse de 0,03 \$ par rapport au trimestre précédent, et en hausse de 7 % par rapport à l'exercice précédent

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018 :

- Bénéfice net de 3 007 millions de dollars, en hausse de 35 %; bénéfice net ajusté^{1,4,5} de 3 060 millions, en hausse de 6 %
- BPA² de 4,54 \$, en hausse de 38 %; BPA ajusté^{1,2} de 4,62 \$, en hausse de 7 %
- Revenus nets³ de 11 243 millions de dollars, en hausse de 7 %
- RCP de 13,6 %, en hausse de 11,0 %; RCP ajusté¹ de 13,9 %, comparativement à 14,4 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 313 millions de dollars, comparativement à 301 millions pour l'exercice précédent

Toronto, le 29 mai 2019 – Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2019, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 497 millions de dollars, ou 2,26 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 522 millions, ou 2,30 \$ par action.

« Le rendement élevé continu de BMO ce trimestre témoigne du bon dynamisme à l'échelle de notre plateforme aux États-Unis et de nos Services bancaires aux entreprises Amérique du Nord, illustrant notre approche différenciée en matière de croissance des relations clients. Pour la première moitié de l'exercice, le bénéfice par action ajusté a augmenté de 7 %, et la contribution de notre segment américain au bénéfice ajusté de BMO s'élève à 35 % », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Cette croissance est appuyée par notre assise financière solide, un environnement de crédit stable et la résilience soutenue des économies canadienne et américaine. Nous prenons des mesures rigoureuses pour faire croître chacun de nos groupes, notamment en optimisant nos équipes et en élaborant des solutions novatrices qui améliorent l'expérience client. Ces mesures renforcent la fidélité et la confiance des clients à notre égard et positionnent la Banque en vue d'une croissance à long terme », a conclu M. White.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées.

3) Les revenus nets sont présentés après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

4) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tenait compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*.

5) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2018 comprenait une charge de restructuration de 192 millions de dollars après impôts (260 millions avant impôts), laquelle se rapporte principalement aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration figurent dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 13,6 %, en hausse par rapport à 12,6 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 13,9 %, comparativement à 14,9 % pour l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a atteint 16,4 %, en hausse par rapport à 15,6 % un an plus tôt et, après ajustement, il a été de 16,4 %, comparativement à 18,0 % un an plus tôt.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,03 \$ par action ordinaire pour le troisième trimestre de 2019, soit 0,03 \$, ou 3 %, de plus qu'au trimestre précédent, et de 0,07 \$ par action, ou de 7 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 1,03 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,12 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2019, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 30 avril 2019, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Aperçu des résultats des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 615 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 27 millions, ou de 5 %, et, après ajustement, il s'est élevé à 615 millions, ce qui correspond à une hausse de 26 millions, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une bonne croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Au cours du trimestre, nous avons remporté deux prix de « banque modèle » de Celent pour 2019, soit le prix pour la mise en œuvre d'un centre de services de paiement qui souligne l'implémentation de la nouvelle plateforme de paiement de BMO, laquelle est une plateforme technologique qui regroupe en un seul endroit divers services de paiement, permettant d'offrir de nouveaux produits plus rapidement et ce, à moindres coûts, ainsi que le prix de mise en œuvre d'une innovation pour le programme InnoV8, qui teste et développe des idées qui facilitent et transforment le cheminement financier d'un client, et qui a servi de modèle à de nombreuses solutions numériques primées en matière de services bancaires et a fait l'objet de plusieurs demandes de brevet. Ces prix témoignent de notre engagement à créer et à investir dans des services afin de mieux soutenir nos clients.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est accru de 58 millions de dollars, ou de 17 %, pour s'établir à 406 millions et, après ajustement, il a atteint 417 millions, ayant progressé de 58 millions, ou de 16 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est accru de 35 millions de dollars américains, ou de 13 %, pour s'établir à 306 millions de dollars américains et, après ajustement, il a atteint 314 millions de dollars américains, ayant progressé de 35 millions de dollars américains, ou de 12 %, par rapport à l'an dernier, en raison surtout d'une bonne croissance des revenus et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ces facteurs ayant été en partie annulés par une hausse des charges.

Pour la troisième année d'affilée, BMO Harris Bank a été reconnue comme un des meilleurs employeurs au chapitre de l'égalité pour les personnes LGBTQ selon l'indice d'égalité en entreprise (*Corporate Equality Index*, ou « CEI ») de 2019, à savoir l'étude comparative nationale aux États-Unis administrée par la Human Rights Campaign Foundation et son rapport sur les politiques et les pratiques mises en œuvre par les entreprises pour favoriser l'égalité des personnes LGBTQ. Le CEI de 2019 évalue les politiques et les pratiques en vigueur à l'égard des personnes LGBTQ, notamment celles visant la protection contre la discrimination au travail, les avantages accordés au conjoint de fait, les prestations de soins de santé qui tiennent compte des besoins des transgenres, les programmes de connaissances et l'interaction avec la communauté LGBTQ.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable, qui s'est chiffré à 305 millions de dollars, a augmenté de 9 millions, ou de 3 %, et, après ajustement, il a atteint 315 millions, ce qui signifie une hausse de 8 millions, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 226 millions et, après ajustement, il a atteint 236 millions, ce qui est relativement identique au résultat de l'an dernier, étant donné que l'incidence de la forte croissance des revenus nets d'intérêts et l'amélioration des marchés boursiers ont été contrebalancées en majeure partie par les investissements de croissance ciblés et par une diminution des commissions sur le rendement lié à la gestion d'actifs. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 79 millions, ce qui signifie une hausse de 10 millions, ou de 14 %, imputable essentiellement aux variations favorables des marchés.

Selon le sondage sur la satisfaction des courtiers à l'égard de leur cabinet mené en 2019 par le journal *Investment Executive*, 90 % des conseillers de BMO Nesbitt Burns ont révélé qu'ils recommanderaient leur cabinet.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 249 millions de dollars et, après ajustement, il s'est situé à 253 millions, contre 286 millions à la fois pour le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La vigoureuse performance du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et la hausse des revenus générés par le secteur Produits de négociation ont été largement compensées par une charge au titre des indemnités de départ et par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

BMO Marchés des capitaux a été nommé chef de file de l'année, obligations pour le développement durable, par *Environmental Finance* pour son rôle dans le marché des obligations sous-souveraines où son modèle en matière d'obligations pour le développement durable s'est imposé. Nous avons également été nommés la meilleure banque d'investissement au monde dans le secteur des mines et métaux pour la dixième année d'affilée par le magazine *Global Finance*.

Services d'entreprise

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 78 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à une perte nette comptable de 272 millions et à une perte nette ajustée de 78 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés enregistrés pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration après impôts de 192 millions et des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats ajustés n'ont pas changé en raison surtout d'une réduction des charges qui a été contrebalancée par une diminution des recouvrements de pertes sur créances.

Les résultats ajustés que renferme la section qui présente un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO se situait à 11,3 % au 30 avril 2019. Ce ratio a diminué comparativement à 11,4 % à la fin du premier trimestre, la croissance des résultats non distribués ayant été plus que compensée par la forte croissance des activités et par la légère incidence d'autres variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, établi à 176 millions de dollars, a augmenté de 16 millions, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 22 millions, passant de 172 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 150 millions, en raison essentiellement de la baisse des dotations enregistrées pour PE États-Unis, laquelle découle essentiellement d'un recouvrement sur un prêt aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 26 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de pertes sur créances de 12 millions enregistré à la même période de l'exercice précédent.

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 29 mai 2019. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 30 avril 2019 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2018 contenus dans notre Rapport annuel pour 2018.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2018, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

4	Faits saillants financiers	26	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
5	Mesures non conformes aux PCGR	27	Bilan
6	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	28	Transactions avec des parties liées
6	Survol et perspectives économiques	28	Arrangements hors bilan
7	Change	28	Méthodes comptables et principales estimations comptables
8	Bénéfice net	29	Modifications de méthodes comptables
9	Revenus	29	Modifications futures de méthodes comptables
10	Dotation à la provision pour pertes sur créances	30	Instruments financiers désignés
11	Prêts douteux	30	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
12	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	31	Gestion des risques
12	Charges autres que d'intérêts	31	Risque de marché
12	Impôts sur le résultat	33	Risque de liquidité et de financement
13	Gestion du capital	37	Cotes de crédit
16	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	40	Expositions en Europe
16	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	42	États financiers consolidés intermédiaires
17	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	42	État consolidé des résultats
19	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	43	État consolidé du résultat global
21	BMO Gestion de patrimoine	44	Bilan consolidé
23	BMO Marchés des capitaux	45	État consolidé des variations des capitaux propres
25	Services d'entreprise	46	État consolidé des flux de trésorerie
		47	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		67	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 30 avril 2019, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Sommaire de l'état des résultats					
Revenus nets d'intérêts 1)	3 135	3 172	2 666	6 307	5 541
Revenus autres que d'intérêts 1) 2)	3 078	3 345	2 914	6 423	5 677
Revenus 2)	6 213	6 517	5 580	12 730	11 218
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	561	926	332	1 487	693
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 652	5 591	5 248	11 243	10 525
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	150	127	172	277	346
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	26	10	(12)	36	(45)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	176	137	160	313	301
Charges autres que d'intérêts 2)	3 595	3 557	3 525	7 152	6 925
Charge d'impôts sur le résultat	384	387	317	771	1 080
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 497	1 510	1 246	3 007	2 219
Bénéfice net ajusté	1 522	1 538	1 463	3 060	2 885
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)					
Bénéfice par action	2,26	2,28	1,86	4,54	3,29
Bénéfice par action ajusté	2,30	2,32	2,20	4,62	4,32
Croissance du bénéfice par action (%)	21,7	59,5	0,9	38,2	(18,9)
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	4,8	9,5	14,7	7,1	3,0
Dividendes déclarés par action	1,00	1,00	0,93	2,00	1,86
Valeur comptable d'une action	69,99	67,37	61,66	69,99	61,66
Cours de clôture de l'action	105,82	96,18	97,51	105,82	97,51
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	638,8	638,4	640,6	638,8	640,6
Nombre moyen dilué	640,3	640,4	645,6	640,3	647,8
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	67,6	61,4	62,5	67,6	62,5
Rendement de l'action (%)	3,8	4,2	3,8	3,8	3,8
Ratio de distribution (%)	44,1	43,8	49,9	43,9	56,4
Ratio de distribution ajusté (%)	43,3	43,0	42,2	43,2	43,0
Mesures et ratios financiers (%)					
Rendement des capitaux propres	13,6	13,6	12,6	13,6	11,0
Rendement des capitaux propres ajustés	13,9	13,9	14,9	13,9	14,4
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	16,4	16,5	15,6	16,5	13,5
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	16,4	16,6	18,0	16,5	17,3
Croissance du bénéfice net	20,1	55,1	(0,1)	35,5	(18,7)
Croissance du bénéfice net ajusté	4,0	8,1	13,1	6,0	2,4
Croissance des revenus	11,3	15,6	(2,2)	13,5	1,4
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	7,7	6,0	5,0	6,8	1,6
Croissance des charges autres que d'intérêts	2,0	4,6	8,4	3,3	4,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	10,2	4,5	1,4	7,3	1,9
Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI	63,6	63,6	67,2	63,6	65,8
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI	63,0	63,0	61,6	63,0	62,7
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	5,7	1,4	(3,4)	3,5	(3,3)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	(2,5)	1,5	3,6	(0,5)	(0,3)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,72	1,69	1,63	1,70	1,68
Taux d'impôt effectif	20,4	20,4	20,3	20,4	32,7
Taux d'impôt effectif ajusté	20,5	20,4	21,2	20,4	20,4
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,16	0,13	0,17	0,15	0,16
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,14	0,12	0,18	0,13	0,18
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	830 470	806 597	743 593	830 470	743 593
Solde brut des prêts et acceptations	436 654	420 761	386 933	436 654	386 933
Solde net des prêts et acceptations	434 944	419 133	385 286	434 944	385 286
Dépôts	548 837	532 199	491 198	548 837	491 198
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	44 705	43 009	39 497	44 705	39 497
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	28,2	29,3	28,1	28,2	28,1
Ratios des fonds propres (%)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,3	11,4	11,3	11,3	11,3
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,7	12,7	12,9	12,7	12,9
Ratio du total des fonds propres	15,0	15,1	15,0	15,0	15,0
Ratio de levier	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
Cours de change (\$)					
Dollar CA/dollar US	1,3391	1,3131	1,2842	1,3391	1,2842
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3299	1,3351	1,2858	1,3326	1,2714

1) Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités).

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats).

La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs et qu'ils procurent aux lecteurs une meilleure compréhension du point de vue de la direction sur la performance. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Résultats comptables					
Revenus	6 213	6 517	5 580	12 730	11 218
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(561)	(926)	(332)	(1 487)	(693)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 652	5 591	5 248	11 243	10 525
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(176)	(137)	(160)	(313)	(301)
Charges autres que d'intérêts	(3 595)	(3 557)	(3 525)	(7 152)	(6 925)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 881	1 897	1 563	3 778	3 299
Charge d'impôts sur le résultat	(384)	(387)	(317)	(771)	(1 080)
Bénéfice net	1 497	1 510	1 246	3 007	2 219
BPA (\$)	2,26	2,28	1,86	4,54	3,29
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(2)	(6)	(4)	(8)	(8)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(30)	(31)	(29)	(61)	(57)
Coûts de restructuration 4)	-	-	(260)	-	(260)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(32)	(37)	(293)	(69)	(325)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)					
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(2)	(4)	(2)	(6)	(5)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	(23)	(24)	(23)	(47)	(44)
Coûts de restructuration 4)	-	-	(192)	-	(192)
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 5)	-	-	-	-	(425)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(25)	(28)	(217)	(53)	(666)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,04)	(0,04)	(0,34)	(0,08)	(1,03)
Résultats ajustés					
Revenus	6 213	6 517	5 580	12 730	11 218
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(561)	(926)	(332)	(1 487)	(693)
Revenus, déduction faite des SCVPI	5 652	5 591	5 248	11 243	10 525
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(176)	(137)	(160)	(313)	(301)
Charges autres que d'intérêts	(3 563)	(3 520)	(3 232)	(7 083)	(6 600)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 913	1 934	1 856	3 847	3 624
Charge d'impôts sur le résultat	(391)	(396)	(393)	(787)	(739)
Bénéfice net	1 522	1 538	1 463	3 060	2 885
BPA (\$)	2,30	2,32	2,20	4,62	4,32

- 1) Les éléments d'ajustement ont, en règle générale, été pris en compte par les Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, ont été imputés aux groupes d'exploitation.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha sont présentés dans BMO Marchés des capitaux. Les coûts d'intégration des acquisitions sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) Ces charges sont imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 16, 17, 19, 21 et 23.
- 4) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration, laquelle se rapporte principalement aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration figurent dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 5) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour obtenir des renseignements plus détaillés, il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2019 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, le marché de l'habitation au Canada, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, la sécurité de l'information et la cybersécurité, y compris la menace de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation, à la section Gestion globale des risques, qui débute à la page 78 du Rapport annuel de BMO pour 2018 et à la section Gestion des risques figurant dans le présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans le Rapport annuel de BMO pour 2018 dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, et ont été mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'à la conjoncture de marché globale, et à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et pour le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques ci-après.

Survol et perspectives économiques

L'économie canadienne a ralenti en raison des récentes hausses des taux d'intérêt et des mesures mises en œuvre pour freiner la croissance du marché de l'habitation et du crédit. Le PIB réel devrait connaître une croissance de 1,4 % en 2019, en baisse par rapport à 1,8 % en 2018. Ce rythme modéré devrait maintenir le taux de chômage à son plus bas niveau en quatre décennies, soit 5,7 %. Le rythme de croissance de la consommation des ménages devrait ralentir pour s'établir à 1,5 % en 2019, contre 2,1 % l'an dernier, du fait de la plus faible croissance du crédit depuis 1983. Après avoir fléchi l'an dernier, l'activité dans le secteur de l'habitation devrait se stabiliser en 2019, grâce à la croissance démographique la plus rapide depuis près de trois décennies et à la progression importante de l'emploi récemment. Le taux d'investissement des entreprises devrait s'améliorer quelque peu après s'être contracté au cours des derniers trimestres, grâce aux incitatifs fiscaux. Le crédit à la consommation à l'échelle du secteur d'activité devrait augmenter de 3,7 % au cours de l'exercice, tandis que les prêts hypothécaires résidentiels devraient progresser de 3,2 %. Les prêts aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité devraient augmenter de 9,8 % en 2019, soit un peu moins qu'au cours des trois dernières années. Malgré l'avantage conféré par la faiblesse persistante du dollar canadien, les exportations devraient fléchir en raison d'une baisse de la demande à l'échelle mondiale. Du fait de la morosité de l'économie et du faible taux d'inflation, la Banque du Canada devrait maintenir son principal taux directeur à 1,75 % cette année. L'économie est confrontée à des risques liés aux prix du pétrole et aux politiques commerciales mondiales, notamment le retard de la ratification de l'accord commercial nord-américain (ACEUM). L'incertitude liée à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit) ne devrait pas avoir d'incidence négative importante sur l'économie nord-américaine.

L'économie américaine a ralenti en raison de politiques budgétaires et monétaires moins favorables. Le PIB réel devrait croître de 2,5 % en 2019, en baisse comparativement à 2,9 % en 2018. Néanmoins, le marché du travail demeure vigoureux et le taux de chômage reculera vraisemblablement pour se situer à 3,5 % d'ici la fin de l'année, soit près de son niveau le plus bas enregistré depuis plus d'un demi-siècle. Soutenues par une augmentation des revenus et par les coûts du service de la dette peu élevés, les dépenses de consommation devraient progresser de 2,3 % en 2019, ce qui favorisera une croissance du crédit à la consommation de 3,2 % à l'échelle du secteur d'activité. En réponse aux récentes baisses des taux d'intérêt hypothécaires, le marché de l'habitation devrait s'améliorer cette année, alimenté par une hausse de 3,7 % de la demande de prêts hypothécaires résidentiels. Le taux d'investissement des entreprises devrait ralentir, passant de près de 7 % en 2018 à 3,7 % en 2019, en raison de la diminution du soutien apporté par les réformes fiscales et du ralentissement de la croissance à l'échelle mondiale. Ceci pourrait donner lieu à une croissance plus modérée du crédit aux entreprises de 7,5 % à l'échelle du secteur d'activité. Le maintien d'un faible taux d'inflation devrait encourager la Réserve fédérale à maintenir son principal taux directeur au même niveau cette année, après neuf hausses depuis 2015. Les principaux risques qui pèsent sur les perspectives économiques sont liés à une possible augmentation du protectionnisme commercial. Le différend commercial qui oppose les États-Unis et la Chine s'est récemment aggravé, les deux pays ayant annoncé une augmentation de leurs tarifs douaniers. Le gouvernement américain menace également d'imposer de nouveaux tarifs sur toutes les autres importations en provenance de Chine et envisage d'imposer des droits sur les automobiles importées d'Europe et du Japon.

Le taux de croissance économique dans la région du Midwest américain, qui comprend les six États contigus où BMO exerce des activités, devrait ralentir, passant de 2,2 % en 2018 à 1,7 % en 2019, en raison de conditions financières moins favorables, du ralentissement de la production automobile et du recul des exportations.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Change

Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges et les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital à la page 69 du Rapport annuel de BMO pour 2018 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2019		Cumul 2019
	c. T2-2018	c. T1-2019	c. Cumul 2018
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3299	1,3299	1,3326
Période antérieure	1,2858	1,3351	1,2714
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	33	(5)	100
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	28	(3)	69
Augmentation des revenus	61	(8)	169
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	-	(4)
Augmentation des charges	(44)	5	(121)
Augmentation des impôts sur le résultat 1)	(3)	1	(34)
Augmentation du bénéfice net comptable 1)	13	(2)	10
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$) 1)	0,02	-	0,01
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation des revenus nets d'intérêts	33	(5)	100
Augmentation des revenus autres que d'intérêts	28	(3)	69
Augmentation des revenus	61	(8)	169
Augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	-	(4)
Augmentation des charges	(41)	5	(117)
Augmentation des impôts sur le résultat	(4)	1	(10)
Augmentation du bénéfice net ajusté	15	(2)	38
Incidence sur le bénéfice dilué par action (\$) 1)	0,02	-	0,06

1) Le bénéfice net comptable du premier trimestre de 2018 tient compte d'une charge de 425 millions de dollars (339 millions de dollars américains) liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Les résultats reflètent l'incidence de la réévaluation de change sur la charge d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Bénéfice net

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net s'est établi à 1 497 millions de dollars, en hausse de 251 millions, ou de 20 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est situé à 1 522 millions, en hausse de 59 millions, ou de 4 %, par rapport au même trimestre un an plus tôt, ou de 3 %, exclusion faite des répercussions du raffermissement du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge de restructuration de 192 millions comptabilisée à l'exercice précédent ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA, établi à 2,26 \$, a progressé de 0,40 \$, ou de 22 %, en regard du même trimestre un an plus tôt. Le BPA ajusté, établi à 2,30 \$, a augmenté de 0,10 \$, ou de 5 %, soit de 4 % exclusion faite des répercussions du raffermissement du dollar américain.

Les résultats ajustés reflètent essentiellement le bon rendement dégagé par les Services bancaires PE, alimenté par la bonne croissance des revenus. Le bénéfice net des activités d'assurance de la Gestion de patrimoine a progressé, alors que celui des activités traditionnelles de gestion de patrimoine est demeuré relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a reculé. En ce qui a trait aux Services d'entreprise, la perte nette est demeurée inchangée par rapport à l'an dernier.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net a reculé de 13 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net ajusté a baissé de 16 millions, ou de 1 %, et est demeuré le même si l'on ne tient pas compte de l'affaiblissement du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Les BPA comptable et ajusté ont baissé de 0,02 \$.

Les résultats ajustés reflètent la hausse du bénéfice net de la Gestion de patrimoine, plus que contrée par le recul du bénéfice net des Services bancaires PE, lequel est attribuable à l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre considéré et de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net de BMO Marchés des Capitaux a fléchi légèrement et la perte nette des Services d'entreprise est demeurée essentiellement inchangée par rapport au trimestre précédent.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net s'est situé à 3 007 millions de dollars, en hausse de 788 millions, ou de 35 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 3 060 millions, en hausse de 175 millions, ou de 6 %, soit de 5 % exclusion faite des répercussions du raffermissement du dollar américain. Le BPA comptable s'est établi à 4,54 \$ et a progressé de 1,25 \$, ou de 38 %, alors que le BPA ajusté s'est situé à 4,62 \$, en hausse de 0,30 \$, ou de 7 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une charge qui découle de la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis au premier trimestre, d'une charge de restructuration inscrite au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes.

Le bénéfice net des Services bancaires PE a augmenté, PE États-Unis ayant dégagé un rendement particulièrement bon. Le bénéfice net de BMO Marchés des capitaux a reculé et le bénéfice net de la Gestion de patrimoine a diminué légèrement. Les résultats comptables des Services d'entreprise ont augmenté du fait de la réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis et de la charge de restructuration de l'exercice précédent. Les résultats ajustés des Services d'entreprise ont augmenté, en raison essentiellement d'une hausse des revenus non établis sur une bic.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Les revenus, établis à 6 213 millions de dollars, ont progressé de 633 millions, ou de 11 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus, établis à 5 652 millions, ont augmenté de 404 millions, ou de 8 %, soit de 6 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les revenus ont progressé pour tous les groupes d'exploitation, les Services bancaires PE et BMO Marchés des capitaux ayant généré un bon rendement.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 3 135 millions de dollars, ont augmenté de 469 millions, ou de 18 %, ou, en excluant l'incidence du raffermissement du dollar américain, de 435 millions, ou de 16 %. Les revenus nets d'intérêts, déduction faite des revenus de négociation de 2 825 millions, ont augmenté de 228 millions, ou de 9 %, ou, en excluant l'incidence du raffermissement du dollar américain, de 192 millions, ou de 7 %, en raison principalement de la hausse des revenus générés par les dépôts et de l'augmentation des volumes de prêts enregistrés par tous les groupes d'exploitation.

L'actif productif moyen, établi à 749,2 milliards de dollars, a progressé de 77,6 milliards, ou de 12 %, et, excluant l'incidence d'un dollar américain plus fort, il a progressé de 68,9 milliards, ou de 10 %. Cette progression est attribuable à l'augmentation des prêts, des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est accrue de 9 points de base, en raison essentiellement de la hausse des revenus nets d'intérêts provenant des activités de négociation et de l'élargissement des marges de PE Canada, facteurs en partie contrés par l'augmentation des volumes d'actifs à plus faible marge. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est resserrée de 4 points de base, en raison principalement de l'augmentation des volumes d'actifs à plus faible marge, en partie compensée par l'élargissement des marges de PE Canada.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 2 517 millions de dollars, a reculé de 65 millions, ou de 3 %, soit de 4 % si l'on ne tient pas compte de l'appréciation du dollar américain, ce qui s'explique par la baisse des revenus de négociation, et dans une moindre mesure, par la baisse des revenus tirés de fonds d'investissement, contrée par la hausse des commissions de prise ferme et de consultation ainsi que par l'augmentation des revenus générés par les prêts et des revenus d'assurance.

Le montant brut des revenus d'assurance a progressé de 250 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des taux d'intérêt à long terme entraînant l'augmentation de la juste valeur des placements au cours de l'exercice, comparativement à une hausse des taux d'intérêt à long terme qui avait entraîné une diminution de la juste valeur des placements au cours de l'exercice précédent, et du regain des marchés boursiers au cours de l'exercice courant, facteurs compensés notamment par la baisse des ventes de rentes. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont constitués essentiellement des actifs à revenu fixe et de certains actifs sous forme de titres de participation. Ces placements sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 12. Nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Les revenus ont reculé de 304 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent et les revenus nets ont affiché une croissance de 61 millions, ou de 1 %. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont progressé tant pour le secteur des Produits de négociation que pour le secteur Banque d'affaires et services bancaire aux sociétés, alors que les revenus de la Gestion de patrimoine ont augmenté en raison de l'incidence du regain des marchés boursiers à l'échelle mondiale, en partie contrebalancée par l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre. Les revenus inscrits par les Services bancaires PE ont reculé, en raison du nombre de jours de moins qu'a compté le trimestre et des Services d'entreprise.

Les revenus nets d'intérêts ont diminué de 37 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, ont reculé de 71 millions, ou de 2 %, en raison surtout du nombre de jours de moins qu'a compté le trimestre, facteur contré par la hausse des revenus générés par les prêts.

L'actif productif moyen, établi à 749,2 milliards de dollars, a progressé de 5,1 milliards, ou de 1 %, en raison de la croissance des prêts, de l'augmentation des titres pris en pension ou empruntés et de la hausse des valeurs mobilières, facteurs contrés en partie par la baisse de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 3 points de base, en raison principalement de l'augmentation des revenus générés par les activités de négociation. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts est demeurée inchangée.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a augmenté de 98 millions de dollars, ou de 4 %, une hausse ayant été enregistrée dans la plupart des catégories de revenus autres que d'intérêts.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 339 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse des ventes de rentes, en partie contrée par le regain des marchés boursiers. La diminution des revenus d'assurance a été contrebalancée en grande partie par la diminution des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 12.

1) En date du premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Les revenus comptables, établis à 12 730 millions de dollars, ont augmenté de 1 512 millions, ou de 13 %, par rapport à l'an dernier. Sur une base nette, les revenus, établis à 11 243 millions, ont progressé de 718 millions, ou de 7 %, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Les revenus des Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux ont progressé. Les revenus de la Gestion de patrimoine sont demeurés relativement inchangés.

Les revenus nets d'intérêts, établis à 6 307 millions de dollars, ont augmenté de 766 millions, ou de 14 %, soit de 665 millions, ou de 12 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Compte non tenu des activités de négociation, les revenus nets d'intérêts, établis à 5 721 millions, ont progressé de 491 millions, ou de 9 %, soit de 8 %, ou de 392 millions exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en partie contré par l'augmentation des revenus tirés des dépôts et des volumes de prêts pour tous les groupes d'exploitation.

L'actif productif moyen, établi à 746,7 milliards de dollars, a progressé de 83,0 milliards, ou de 13 %, ou encore de 71,2 milliards, ou de 11 %, exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain, en raison de la croissance des prêts, de l'augmentation des valeurs mobilières, de l'augmentation des titres pris en pension ou empruntés et de la hausse de la trésorerie. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 2 points de base, en raison principalement de l'augmentation des revenus nets d'intérêts provenant des activités de négociation et de l'élargissement des marges de PE Canada, facteurs en partie compensés par l'accroissement des volumes d'actifs à plus faible marge. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts de BMO s'est contractée de 6 points de base, en raison surtout de l'augmentation des volumes d'actifs à plus faible marge, facteur en partie compensé par l'élargissement des marges de PE Canada.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts, établi à 4 936 millions de dollars, a baissé de 48 millions, ou de 1 %, ou de 2 % exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain, du fait de la baisse des revenus tirés des activités de négociation et des fonds d'investissement, en partie contrée par la hausse des revenus générés par les prêts, des revenus de commissions de prise ferme et de consultation et des revenus générés par les cartes.

Les revenus nets d'intérêts et le montant net des revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, établi à 176 millions de dollars, a augmenté de 16 millions, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 22 millions, passant de 172 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent à 150 millions, en raison essentiellement de la baisse des dotations enregistrées pour PE États-Unis, laquelle découle essentiellement d'un recouvrement sur un prêt aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 26 millions a été enregistrée au trimestre à l'étude en regard d'un recouvrement de pertes sur créances de 12 millions enregistré à la même période de l'exercice précédent. Cette dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 26 millions est essentiellement attribuable à la croissance du portefeuille, une plus faible part de la hausse étant due aux variations de la qualité du crédit et à l'évolution des perspectives macroéconomiques.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 39 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a progressé de 23 millions, pour s'établir à 150 millions, en raison essentiellement de l'augmentation des dotations enregistrées pour PE Canada et BMO Marchés des capitaux. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 26 millions a été inscrite au trimestre à l'étude en regard d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 10 millions enregistrée au trimestre précédent.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, établi à 313 millions de dollars, a augmenté de 12 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 69 millions, en raison de la diminution des dotations pour PE États-Unis, laquelle découle principalement de recouvrements enregistrés au cours du semestre à l'étude, en partie contrée par une dotation pour BMO Marchés des capitaux, comparativement à un recouvrement net pour l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 36 millions a été enregistrée au semestre à l'étude en regard d'un recouvrement de 45 millions l'an dernier.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T2-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	122	18	140	(1)	12	(1)	150
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	16	5	21	1	3	1	26
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	138	23	161	-	15	-	176
T1-2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	114	15	129	2	1	(5)	127
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	6	(9)	(3)	-	14	(1)	10
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	120	6	126	2	15	(6)	137
T2-2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	131	66	197	1	(16)	(10)	172
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(3)	(12)	(15)	(1)	3	1	(12)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	128	54	182	-	(13)	(9)	160
Cumul 2019							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	236	33	269	1	13	(6)	277
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	22	(4)	18	1	17	-	36
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	258	29	287	2	30	(6)	313
Cumul 2018							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	228	143	371	2	(17)	(10)	346
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	1	(42)	(41)	(3)	(1)	-	(45)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	229	101	330	(1)	(18)	(10)	301

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,16	0,13	0,17	0,15	0,16
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,14	0,12	0,18	0,13	0,18

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) était de 2 335 millions de dollars à la fin du trimestre à l'étude, en hausse par rapport à 2 152 millions pour l'exercice précédent, la plus forte hausse des prêts douteux ayant été enregistrée dans les secteurs pétrolier et gazier ainsi que du commerce de gros. Le SBPD a augmenté de 316 millions en regard de celui de 2 019 millions constaté au premier trimestre de 2019.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 741 millions de dollars, en hausse par rapport à 467 millions au premier trimestre de 2019 et en hausse par rapport à 578 millions pour l'exercice précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
SBPD à l'ouverture de la période	2 019	1 936	2 149	1 936	2 220
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	741	467	578	1 208	1 113
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(127)	(125)	(193)	(252)	(369)
Remboursements, montant net	(212)	(137)	(271)	(349)	(515)
Montants sortis du bilan	(112)	(119)	(161)	(231)	(284)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	-	-	(6)	-	(6)
Fluctuations des cours de change et autres variations	26	(3)	56	23	(7)
SBPD à la clôture de la période	2 335	2 019	2 152	2 335	2 152
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,53	0,48	0,56	0,53	0,56

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 561 millions de dollars au deuxième trimestre de 2019, en hausse de 229 millions par rapport au montant de 332 millions inscrit au deuxième trimestre de 2018, en raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme qui a entraîné la hausse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités pour le trimestre à l'étude, comparativement à une hausse des taux d'intérêt à long terme qui avait entraîné la baisse de la juste valeur des passifs au titre des indemnités à l'exercice précédent et de l'incidence du regain des marchés boursiers pour l'exercice en cours, facteurs en partie compensés par l'incidence de la diminution des ventes de rentes. Les SCVPI ont baissé de 365 millions par rapport au montant de 926 millions inscrit au premier trimestre de 2019, en raison de l'incidence de la diminution des ventes de rentes au cours du trimestre à l'étude, contrée en partie par l'incidence du regain des marchés boursiers au cours du trimestre à l'étude. Les variations associées à la juste valeur des passifs au titre des indemnités et aux ventes de rentes ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables, établies à 3 595 millions de dollars, ont augmenté de 70 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées, établies à 3 563 millions, ont augmenté de 331 millions, ou de 10 %, soit de 9 %, compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Une charge au titre des indemnités de départ enregistrée pour BMO Marchés des capitaux et l'acquisition de KGS-Alpha ont représenté environ la moitié de la hausse d'un exercice à l'autre. Le reste de la hausse est essentiellement attribuable aux coûts liés aux technologies et au personnel au cours du trimestre à l'étude. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration inscrite au deuxième trimestre de 2018 et des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont progressé de 38 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 43 millions, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, étant donné que la baisse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et l'incidence des trois jours de moins qu'a comptés le trimestre à l'étude ont été plus que contrées par la charge au titre des indemnités de départ, la hausse des autres charges et les coûts liés aux technologies. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 227 millions de dollars, ou de 3 %, pour le semestre considéré, comparativement à l'exercice précédent et les charges autres que d'intérêts ajustés ont progressé de 483 millions, ou de 7 %, soit de 5 % exclusion faite de l'incidence du raffermissement du dollar américain. La charge au titre des indemnités de départ et l'incidence de l'acquisition expliquent environ la moitié de la hausse du semestre à l'étude. Le reste de la hausse est essentiellement attribuable aux coûts liés aux technologies et au personnel pour l'exercice en cours. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration inscrite au deuxième trimestre de 2018 ainsi que des coûts d'intégration des acquisitions et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +5,7 %, comparativement à -3,4 % à l'exercice précédent. Le levier d'exploitation ajusté s'est situé à -2,5 %, comparativement à +3,6 %. Les indemnités de départ enregistrées pour BMO Marchés des capitaux ont eu une incidence négative de 3,7 % sur le ratio de levier ajusté.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 57,9 %, contre 63,2 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 63,6 %, comparativement à 67,2 % un an plus tôt. Après ajustement, le ratio d'efficacité s'est établi à 57,3 %, contre 57,9 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 63,0 %, comparativement à 61,6 % un an plus tôt.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 384 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 67 millions par rapport au deuxième trimestre de 2018 et une baisse de 3 millions par rapport au premier trimestre de 2019. Le taux d'impôt effectif s'est élevé à 20,4 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 20,3 % pour l'exercice précédent et à 20,4 % pour le premier trimestre de 2019.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 391 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 2 millions par rapport à la même période de l'exercice précédent et une baisse de 5 millions comparativement au premier trimestre de 2019. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 20,5 % pour le trimestre à l'étude, contre 21,2 % un an plus tôt et 20,4 % au premier trimestre de 2019. La hausse du taux d'impôt ajusté pour le deuxième trimestre de 2018 en regard de celui du trimestre à l'étude est attribuable au bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Sur une base d'imposition comparable (bic), le taux d'impôt effectif comptable s'est établi à 23,6 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 23,3 % pour l'exercice précédent et à 23,1 % pour le premier trimestre de 2019. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est établi à 23,6 %, comparativement à 23,7 % pour l'exercice précédent et à 23,1 % pour le premier trimestre de 2019.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Gestion du capital

Analyse des fonds propres réglementaires du deuxième trimestre de 2019

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,3 % au 30 avril 2019.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a baissé comparativement à 11,4 % à la fin du premier trimestre, la croissance des résultats non distribués ayant été plus que compensée par la forte croissance des activités et par la légère incidence d'autres variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 34,8 milliards de dollars au 30 avril 2019, en hausse par rapport à 33,7 milliards au 31 janvier 2019 et à 32,7 milliards au 31 octobre 2018, ce qui a découlé principalement de la croissance des résultats non distribués et de l'incidence des fluctuations des cours de change sur le cumul des autres éléments du résultat global, en partie compensées par la hausse des déductions nettes.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 308,8 milliards de dollars au 30 avril 2019, en hausse par rapport à 297,0 milliards au 31 janvier 2019 et à 289,2 milliards au 31 octobre 2018, du fait essentiellement de la forte croissance des activités et de l'incidence des fluctuations des cours de change.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,7 % et à 15,0 % au 30 avril 2019, comparativement à 12,7 % et à 15,1 %, respectivement, au 31 janvier 2019. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 est demeuré inchangé étant donné que les facteurs ayant influé sur le ratio des fonds propres de catégorie 1 ont été en grande partie compensés par l'émission d'actions privilégiées. Le ratio du total des fonds propres a diminué en raison principalement de la hausse des actifs pondérés en fonction des risques, comme il en a été question ci-dessus. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de catégorie 1 se sont établis respectivement à 12,9 % et à 15,2 % au 31 octobre 2018. Ces ratios au 30 avril 2019 ont diminué par rapport à ceux enregistrés au 31 octobre 2018 du fait principalement de la hausse des actifs pondérés en fonction des risques.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres, et c'est ce qu'il a fait au deuxième trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur de ses portefeuilles et sur son rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, se situait à 4,2 % au 30 avril 2019, ce qui est comparable à ceux qui ont été enregistrés au 31 janvier 2019 et au 31 octobre 2018.

Faits nouveaux en matière de réglementation

En avril 2019, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié la version finale de la ligne directrice *Limites régissant les expositions importantes à l'intention des banques canadiennes d'importance systémique intérieure (BIS)* en vue de sa mise en œuvre au premier trimestre de l'exercice 2020.

En janvier 2019, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié des normes définitives sur les exigences minimales de fonds propres en regard du risque de marché (le « cadre final du risque de marché ») afin de régler les problèmes de conception et d'étalonnage du cadre de 2016 et d'apporter des précisions pour faciliter son application. Le cadre final du risque de marché devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2022, en même temps que la mise en œuvre des réformes finales de Bâle III publiées en décembre 2017. En juillet 2018, le BSIF a publié un document de travail faisant état de ses vues préliminaires sur la portée et le calendrier de mise en œuvre des réformes finales de Bâle III au Canada. Les exigences, qui devraient être mises en œuvre au premier trimestre de l'exercice 2022, pourraient contribuer à faire augmenter le montant des fonds propres que nous sommes tenus de détenir. Nous continuons de collaborer avec le BSIF afin de finaliser l'approche de mise en œuvre nationale.

En décembre 2018, le BSIF a fixé à 1,75 % le niveau de la réserve pour stabilité intérieure applicable aux BISⁱ, en hausse par rapport à celui de 1,5 %, avec prise d'effet le 30 avril 2019. Cette augmentation reflète l'évaluation par le BSIF des vulnérabilités systémiques relevées, notamment l'endettement des consommateurs canadiens, les déséquilibres des actifs sur le marché canadien et l'endettement des institutions canadiennes. La réserve pour stabilité intérieure, qui est conforme aux fonds propres de catégorie 1, peut être fixée entre 0 % et 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques.

En novembre 2018, le BSIF a mis en œuvre les modifications de sa ligne directrice sur les normes de fonds propres (NFP). Les principales modifications se rapportent à la mise en œuvre au niveau national de l'approche standard pour mesurer le risque de crédit de contrepartie (AS-RCC) et des révisions des exigences de fonds propres à l'égard des expositions des banques aux contreparties centrales ainsi que du cadre de titrisation. Ces modifications ont entraîné une légère augmentation du montant des fonds propres que nous sommes tenus de détenir. En novembre 2018, le BSIF a mis en œuvre la ligne directrice révisée sur les exigences relatives de levier, qui permet d'harmoniser les changements apportés à l'égard du risque de crédit lié aux contreparties et le cadre de titrisation prescrit dans la ligne directrice révisée sur les normes de fonds propres.

Le régime de recapitalisation interne des banques au Canada, y compris la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Aux termes de ce régime, la Banque est tenue de respecter les exigences cibles de la TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Les cibles sont actuellement établies d'après un ratio TLAC fondé sur les risques, soit de 23,25 % des actifs pondérés en fonction des risques et au ratio de levier TLAC, soit 6,75 %, que nous prévoyons atteindre aisément lorsqu'ils seront en vigueur. Depuis septembre 2018, BMO a émis pour plus de 9 milliards de dollars de titres admissibles au calcul de la TLAC, ce qui comprend une transaction aux fins de recapitalisation interne visant des titres de créance de 1,75 milliard de dollars américains dont la clôture a eu lieu le 5 février 2019.

En avril 2019, la Réserve fédérale américaine a invité les intéressés à commenter les avis de projet de réglementation portant sur l'adaptation des normes de prudence pour les banques étrangères et sur la révision des exigences relatives à la planification des mesures de résolution pour les grandes banques nationales et les banques étrangères. La proposition relative aux banques étrangères établit quatre catégories d'exigences de fonds propres et de liquidité en fonction du profil de risque de l'entreprise.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75, Risque de liquidité et de financement, aux pages 100 à 108, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 112 à 114 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice sur les NFP établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le CBCB. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 69 à 75 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 30 avril 2019
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,75 %	9,75 %	11,3 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,75 %	11,25 %	12,7 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,75 %	13,25 %	15,0 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,2 %

- 1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Pour BMO, les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent un coussin de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux BIS de 1,0 % et la réserve contracyclique telle que stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au deuxième trimestre de 2019). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.
- 2) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, s'établit actuellement à 1,75 %. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se verra pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2019	T1-2019	T4-2018
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	44 705	43 009	41 387
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(9 929)	(9 283)	(8 666)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	34 776	33 726	32 721
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	4 690	4 340	4 790
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(219)	(219)	(291)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	4 471	4 121	4 499
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	39 247	37 847	37 220
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 140	7 068	7 017
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(79)	(126)	(121)
Fonds propres de catégorie 2	7 061	6 942	6 896
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	46 308	44 789	44 116
Actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier 4) 5)			
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	308 844	296 987	289 237
Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1	308 844	296 987	289 420
Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres	308 844	296 987	289 604
Exposition aux fins du ratio de levier	931 500	902 532	876 106
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,3	11,4	11,3
Ratio des fonds propres de catégorie 1	12,7	12,7	12,9
Ratio du total des fonds propres	15,0	15,1	15,2
Ratio de levier	4,2	4,2	4,2

- 1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.
- 3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement.
- 4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice sur les NFP du BSIF. Le BSIF a révisé son approche du plancher de fonds propres avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, qui comprend le passage de l'approche standard de Bâle I à celle de Bâle II et une réduction du coefficient de rajustement du plancher.
- 5) La mise en œuvre graduelle du rajustement de la valeur du crédit (RVC) a été entièrement réalisée au début du premier trimestre de 2019. Les facteurs scalaires applicables aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 80 %, de 83 % et de 86 %, respectivement, pour l'exercice 2018.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 30 avril 2019	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires	638,8
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27	500 \$
Série 29	400 \$
Série 31	300 \$
Série 33	200 \$
Série 35	150 \$
Série 36	600 \$
Série 38	600 \$
Série 40	500 \$
Série 42	400 \$
Série 44	400 \$
Série 46	350 \$
Billets à moyen terme 1)	
Série H – tranche 1	1 000 \$
Série H – tranche 2	1 000 \$
Série I – tranche 1	1 250 \$
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Options sur actions	
Droits acquis	4,0
Droits non acquis	2,6

1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 181 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 182 du Rapport annuel de BMO pour 2018, traitent en détail du capital social.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Comme il a été annoncé plus tôt, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, nous mettrons en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle nous permettra de racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires sur une période de 12 mois à compter du 3 juin 2019 ou vers cette date. Une telle offre publique de rachat constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués sont assujettis aux approbations réglementaires et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, tels la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer de tels rachats.

Au cours du trimestre à l'étude, 357 233 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 15 mai 2019, BMO a annoncé les résultats de la conversion de ses actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 (actions privilégiées de série 27). Pendant la période de conversion, qui a eu lieu du 25 avril 2019 au 10 mai 2019, 412 564 actions privilégiées de série 27 ont été déposées aux fins de leur conversion en actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 28 (actions privilégiées de série 28), soit moins que le nombre minimal de 1 000 000 requis pour réaliser la conversion, comme il est indiqué dans le supplément de prospectus daté du 16 avril 2014 et visant les actions privilégiées de série 27. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 28 ne sera émise et les porteurs des actions privilégiées conserveront leurs actions. Le taux de dividende des actions privilégiées de série 27 pour la période de cinq ans débutant le 25 mai 2019 et se terminant le 24 mai 2024, sera de 3,852 %.

Le 17 avril 2019, nous avons procédé à un appel public à l'épargne au pays visant 350 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 46.

Le 31 décembre 2018, Fiducie de capital BMO II a remboursé la totalité de ses billets de première catégorie de BMO – Série A émis et en circulation, à un prix de remboursement correspondant à 1 000 \$, pour un montant global de 450 millions de dollars, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de remboursement, exclusion faite de celle-ci.

Dividendes

Le 29 mai 2019, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,03 \$ par action, soit 0,03 \$ par action, ou 3 % de plus que pour le trimestre précédent, et de 0,07 \$ par action, ou 7 % de plus que pour l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 27 août 2019 aux actionnaires inscrits le 1^{er} août 2019. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2019.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

La Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), en date du 1^{er} novembre 2018 et a choisi de retraiter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, lorsque des clients nous remboursent certains débours engagés en leur nom, nous comptabilisons ce remboursement dans les revenus. Ces remboursements étaient auparavant portés en diminution de la dépense correspondante.

Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés des revenus autres que d'intérêts aux revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 442	2 492	2 274	4 934	4 557
Revenus autres que d'intérêts 1)	795	800	761	1 595	1 552
Total des revenus (bic) 1)	3 237	3 292	3 035	6 529	6 109
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	140	129	197	269	371
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	21	(3)	(15)	18	(41)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	161	126	182	287	330
Charges autres que d'intérêts 1)	1 727	1 729	1 620	3 456	3 267
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 349	1 437	1 233	2 786	2 512
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	328	346	297	674	620
Bénéfice net comptable	1 021	1 091	936	2 112	1 892
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	11	11	12	22	23
Bénéfice net ajusté	1 032	1 102	948	2 134	1 915
Croissance du bénéfice net (%)	9,0	14,2	22,0	11,6	8,1
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	8,9	14,0	21,5	11,5	7,9
Croissance des revenus (%)	6,6	7,1	7,0	6,9	3,7
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	6,6	5,0	2,2	5,8	2,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	6,7	5,1	2,3	5,9	2,5
Rendement des capitaux propres (%)	17,6	18,3	18,2	18,0	18,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	17,8	18,5	18,4	18,2	18,5
Levier d'exploitation (bic) (%)	-	2,1	4,8	1,1	1,4
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	(0,1)	2,0	4,7	1,0	1,2
Ratio d'efficience (bic) (%)	53,4	52,5	53,3	52,9	53,5
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	52,9	52,1	52,8	52,5	53,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,96	2,99	2,97	2,97	2,96
Actif productif moyen	338 178	331 271	313 568	334 667	310 641
Solde moyen brut des prêts et acceptations	346 240	338 318	318 262	342 214	314 942
Solde moyen net des prêts et acceptations	344 666	336 756	316 712	340 646	313 479
Solde moyen des dépôts	276 391	272 960	248 013	274 647	245 223

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.

2) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 14 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019, de 15 millions à la fois pour le premier trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2018, de 29 millions pour le premier semestre de 2019 et de 30 millions pour le premier semestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 021 millions de dollars et, après ajustement, il s'est établi à 1 032 millions, ce qui, dans les deux cas, représente une hausse de 9 % comparativement à l'an dernier, ou de 8 % et de 7 %, respectivement, exclusion faite des répercussions de l'appréciation du dollar américain. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts	1 407	1 433	1 338	2 840	2 718
Revenus autres que d'intérêts 1)	514	521	492	1 035	1 015
Total des revenus 1)	1 921	1 954	1 830	3 875	3 733
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	122	114	131	236	228
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	16	6	(3)	22	1
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	138	120	128	258	229
Charges autres que d'intérêts 1)	952	961	909	1 913	1 847
Bénéfice avant impôts sur le résultat	831	873	793	1 704	1 657
Charge d'impôts sur le résultat	216	226	205	442	423
Bénéfice net comptable	615	647	588	1 262	1 234
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	1	1	1	1
Bénéfice net ajusté	615	648	589	1 263	1 235
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 211	1 220	1 187	2 431	2 435
Revenus des services bancaires aux entreprises	710	734	643	1 444	1 298
Croissance du bénéfice net (%)	4,5	0,2	11,2	2,3	(2,8)
Croissance des revenus (%)	4,9	2,7	7,6	3,8	2,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	4,7	2,5	4,8	3,6	5,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	4,7	2,5	4,8	3,6	5,6
Rendement des capitaux propres (%)	26,8	27,6	29,3	27,2	30,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	26,8	27,6	29,3	27,2	30,2
Levier d'exploitation (%)	0,2	0,2	2,8	0,2	(3,4)
Levier d'exploitation ajusté (%)	0,2	0,2	2,8	0,2	(3,4)
Ratio d'efficacité (%)	49,6	49,2	49,7	49,4	49,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,61	2,61	2,59	2,61	2,59
Actif productif moyen	220 624	217 917	211 840	219 248	211 345
Solde moyen brut des prêts et acceptations	234 853	230 682	222 153	232 733	221 155
Solde moyen net des prêts et acceptations	233 976	229 817	221 296	231 862	220 305
Solde moyen des dépôts	171 151	168 150	158 032	169 625	157 788

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de néant pour le deuxième trimestre de 2019, de 1 million de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2018 et de 1 million à la fois pour le premier semestre de 2019 et le premier semestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est élevé à 615 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 27 millions, ou de 5 %, et, après ajustement, il s'est élevé à 615 millions, ce qui correspond à une hausse de 26 millions, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les résultats témoignent d'une bonne croissance des revenus qui a été contrée en partie par une hausse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus ont grimpé de 91 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'an dernier pour s'établir à 1 921 millions, grâce essentiellement à la progression des soldes de la plupart des produits, à une hausse des revenus autres que d'intérêts et à l'amélioration des marges. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,61 %, a progressé de 2 points de base en raison de l'effet bénéfique d'une hausse des taux et d'une combinaison des produits favorable.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 24 millions de dollars, ou de 2 %, en raison de l'augmentation des soldes de la plupart des produits. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 67 millions, ou de 10 %, en raison principalement d'une hausse des soldes de la plupart des produits, de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances présente une hausse de 10 millions de dollars par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 138 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 9 millions, pour s'établir à 122 millions à cause d'une baisse de la dotation à la provision des prêts aux particuliers, laquelle a été annulée dans une certaine mesure par une légère hausse de la dotation à la provision des prêts aux entreprises. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 16 millions au cours du trimestre considéré, contre un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 3 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 43 millions de dollars, ou de 5 %, pour atteindre 952 millions, ce qui reflète les investissements dans les activités, notamment les investissements dans les technologies et dans notre force de vente.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 12,7 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 234,9 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, a augmenté de 1 %, ce qui est le résultat d'un accroissement de 4 % des prêts hypothécaires exclusifs à la Banque, et des marges de crédit sur valeur domiciliaire en cours d'amortissement. Le total des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 15 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 13,1 milliards, ou de 8 %, et s'est chiffré à 171,2 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont augmenté de 9 % et les soldes des dépôts des entreprises se sont améliorés de 7 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net comptable a diminué de 32 millions de dollars, ou de 5 %, et le bénéfice net ajusté a diminué de 33 millions, ou de 5 %.

Les revenus ont reculé de 33 millions de dollars, ou de 2 %, en raison surtout du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins et d'une baisse des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été compensé en partie par l'amélioration des marges et une hausse des soldes de la plupart des produits. La marge nette d'intérêts s'étant établie à 2,61 % n'a pas changé par rapport au trimestre précédent.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont diminué de 9 millions de dollars, ou de 1 %, à cause essentiellement du fait que le trimestre à l'étude comptait moins de jours, ce qui a été compensé partiellement par une amélioration des marges et une hausse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont diminué de 24 millions, ou de 3 %, à cause essentiellement du fait que le trimestre à l'étude comptait moins de jours et d'une baisse des revenus autres que d'intérêts, ce qui a été contrebalancé en partie par une hausse des soldes de la plupart des produits.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 18 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 8 millions à cause de l'accroissement des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers au cours du trimestre considéré. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 16 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 6 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 9 millions de dollars, ou de 1 % en raison surtout du fait que le trimestre à l'étude comptait moins de jours.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 4,2 milliards de dollars, ou de 2 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 3,0 milliards, ou de 2 %.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont situés respectivement à 1 262 millions de dollars et à 1 263 millions, ce qui, dans les deux cas, signale une hausse de 28 millions, ou de 2 %, sur un an.

Les revenus se sont accrues de 142 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à l'an dernier pour s'établir à 3 875 millions en raison surtout d'une hausse des soldes de la plupart des produits et d'une augmentation des revenus autres que d'intérêts, déduction faite d'un profit lié à la restructuration d'Interac Corporation enregistré au cours de l'exercice précédent. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,61 %, a progressé de 2 points de base en raison d'une combinaison des produits favorable et de l'effet bénéfique d'une hausse des taux.

Les revenus des services bancaires aux particuliers sont pratiquement identiques à ceux de l'an dernier, ce qui est attribuable principalement à l'effet favorable découlant de l'augmentation des soldes de la plupart des produits qui a été contrebalancé par un profit comptabilisé l'an dernier. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 146 millions de dollars, ou de 11 %, en raison de l'augmentation des soldes de la plupart des produits, de l'accroissement des revenus autres que d'intérêts et de l'amélioration des marges.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 29 millions de dollars pour se fixer à 258 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 8 millions pour se situer à 236 millions en raison principalement de l'augmentation des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 22 millions a été comptabilisée pour le semestre considéré, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 1 million pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 66 millions de dollars, ou de 4 %, pour se fixer à 1 913 millions, ce qui tient compte des investissements dans les activités, tout particulièrement dans les technologies et dans notre force de vente, ce qui a été atténué par les réserves réglementaires du semestre correspondant de l'exercice précédent.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 11,6 milliards de dollars, ou de 5 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 11,8 milliards, ou de 8 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts (bic)	779	793	729	1 572	1 447
Revenus autres que d'intérêts 1)	211	209	210	420	423
Total des revenus (bic) 1)	990	1 002	939	1 992	1 870
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	13	12	51	25	113
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	4	(7)	(9)	(3)	(34)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	17	5	42	22	79
Charges autres que d'intérêts 1)	583	575	552	1 158	1 116
Bénéfice avant impôts sur le résultat	390	422	345	812	675
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	84	90	74	174	157
Bénéfice net comptable	306	332	271	638	518
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	8	8	8	16	17
Bénéfice net ajusté	314	340	279	654	535
Revenus des services bancaires aux particuliers	335	341	303	676	604
Revenus des services bancaires aux entreprises	654	662	635	1 316	1 266
Croissance du bénéfice net (%)	12,7	34,3	52,2	23,0	43,8
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	12,1	33,0	49,7	22,1	41,6
Croissance des revenus (%)	5,5	7,6	10,6	6,5	11,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	5,4	2,1	3,3	3,7	3,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	5,7	2,3	3,5	3,9	3,5
Rendement des capitaux propres (%)	11,6	12,3	11,1	11,9	10,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	11,9	12,6	11,5	12,2	10,9
Levier d'exploitation (bic) (%)	0,1	5,5	7,3	2,8	8,1
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	(0,2)	5,3	7,1	2,6	7,9
Ratio d'efficience (bic) (%)	58,9	57,4	58,9	58,1	59,7
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	57,8	56,3	57,7	57,1	58,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,61	3,71	3,77	3,66	3,74
Actif productif moyen	88 389	84 901	79 118	86 616	78 093
Solde moyen brut des prêts et acceptations	83 750	80 617	74 747	82 158	73 760
Solde moyen net des prêts et acceptations	83 225	80 095	74 208	81 635	73 278
Solde moyen des dépôts	79 131	78 490	69 982	78 805	68 763

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 035	1 059	936	2 094	1 839
Revenus autres que d'intérêts 1)	281	279	269	560	537
Total des revenus (bic) 1)	1 316	1 338	1 205	2 654	2 376
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	18	15	66	33	143
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	5	(9)	(12)	(4)	(42)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	23	6	54	29	101
Charges autres que d'intérêts 1)	775	768	711	1 543	1 420
Bénéfice avant impôts sur le résultat	518	564	440	1 082	855
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	112	120	92	232	197
Bénéfice net comptable	406	444	348	850	658
Bénéfice net ajusté	417	454	359	871	680
Croissance du bénéfice net (%)	16,6	43,3	45,7	29,2	36,9
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	16,0	41,9	43,3	28,2	34,8
Croissance des revenus (%)	9,1	14,3	6,0	11,7	6,1
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	9,0	8,3	(1,0)	8,7	(1,6)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	9,3	8,5	(0,8)	8,9	(1,4)
Actif productif moyen	117 554	113 354	101 728	115 419	99 296
Solde moyen brut des prêts et acceptations	111 387	107 636	96 109	109 481	93 787
Solde moyen net des prêts et acceptations	110 690	106 939	95 416	108 784	93 174
Solde moyen des dépôts	105 240	104 810	89 981	105 022	87 435

- En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts.
- Les montants avant impôts de 11 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2019, de 10 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2019, de 11 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2018, de 21 millions de dollars américains pour le premier semestre de 2019 et de 23 millions de dollars américains pour le premier semestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est accru de 58 millions de dollars, ou de 17 %, pour s'établir à 406 millions et, après ajustement, il a atteint 417 millions, ayant progressé de 58 millions, ou de 16 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est accru de 35 millions de dollars, ou de 13 %, pour s'établir à 306 millions et, après ajustement, il a atteint 314 millions, ayant progressé de 35 millions, ou de 12 %, par rapport à l'an dernier, en raison surtout d'une bonne croissance des revenus et d'une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ces facteurs ayant été en partie annulés par une hausse des charges.

Les revenus ont augmenté de 51 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 990 millions, ce qui est essentiellement imputable à l'amélioration des revenus générés par les dépôts et à l'augmentation des volumes de prêts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 16 points de base principalement du fait de la compression des marges sur les prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 32 millions de dollars, ou de 11 %, en raison de l'accroissement des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 19 millions, ou de 3 %, en raison de l'augmentation des volumes de prêts et des revenus tirés des dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 17 millions de dollars, ayant diminué de 25 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 38 millions pour s'établir à 13 millions en raison principalement d'un recouvrement à l'égard d'un prêt aux entreprises et de la baisse des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux particuliers. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 4 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 9 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 31 millions de dollars, ou de 5 %, pour se fixer à 583 millions et, après ajustement, elles se sont élevées à 572 millions, ce qui représente une hausse de 31 millions, ou de 6 %, attribuable essentiellement à la hausse des frais liés au personnel et des investissements dans les technologies, laquelle a été atténuée par une baisse de la charge liée à la prime d'assurance versée à la Federal Deposit Insurance Corporation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 9,0 milliards de dollars, ou de 12 %, sur un an, pour s'établir à 83,7 milliards, stimulé par la croissance des prêts aux entreprises de 15 % et l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts a progressé de 9,1 milliards, ou de 13 %, sur un an pour s'établir à 79,1 milliards, auquel s'ajoute un accroissement de 14 % des volumes des dépôts des particuliers et de 12 % des volumes de dépôts des entreprises.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable a reculé de 38 millions de dollars, ou de 9 %, et le bénéfice net ajusté a reculé de 37 millions, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté ont tous deux diminué de 26 millions de dollars, ou de 8 %, en raison surtout du fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins et de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus ont diminué de 12 millions de dollars, ou de 1 %, compte tenu du fait que le trimestre à l'étude comptait moins de jours. La marge nette d'intérêts a reculé de 10 points de base pour atteindre 3,61 % du fait que les prêts se sont accrues plus rapidement que les dépôts, de la baisse des recouvrements d'intérêts au cours du trimestre considéré, ainsi que de la compression des marges sur les prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers et des services bancaires aux entreprises ont diminué de 2 % et de 1 %, respectivement, en raison notamment du fait que le trimestre à l'étude comptait moins de jours.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 12 millions de dollars. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 1 million étant donné qu'une hausse des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux particuliers a été compensée en majeure partie par une baisse au cours du trimestre considéré des dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 4 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 7 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont toutes deux accrues de 1 %.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 3,1 milliards de dollars, ou de 4 %, par suite de l'augmentation des volumes de prêts aux entreprises. Le solde moyen des dépôts a progressé de 0,6 milliard, ou de 1 %, par suite de l'accroissement des volumes des dépôts des particuliers, lequel a été annulé en partie par l'amenuisement des volumes de dépôts des entreprises.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net comptable a progressé de 29 % pour se fixer à 850 millions de dollars et le bénéfice net ajusté a progressé de 28 % pour se fixer à 871 millions, en regard de l'an dernier. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable, qui s'est établi à 638 millions de dollars, a augmenté de 120 millions, ou de 23 %, et le bénéfice net ajusté, qui s'est établi à 654 millions, a augmenté de 119 millions, ou de 22 %, cette augmentation étant attribuable surtout à une hausse des revenus et à une diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, lesquelles ont été annulées en partie par une hausse des charges.

Les revenus se sont accrues de 122 millions de dollars, ou de 7 %, pour se situer à 1 992 millions, ce qui est essentiellement imputable à l'accroissement des revenus tirés des dépôts et à l'augmentation des volumes de prêts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts a reculé de 8 points de base pour s'établir à 3,66 % étant donné que l'avantage découlant de la croissance plus rapide des dépôts par rapport aux prêts a été plus qu'annulé par la compression des marges sur les prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 72 millions de dollars, ou de 12 %, en raison de l'accroissement des revenus tirés des dépôts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 50 millions, ou de 4 %, par suite de l'augmentation des volumes de prêts et de l'accroissement des revenus tirés des dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 millions de dollars pour se fixer à 22 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 88 millions en raison principalement de recouvrements au cours du semestre considéré de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises faisant l'objet de provisions. Un recouvrement de pertes sur créances de 3 millions lié aux prêts productifs a été comptabilisé pour le semestre considéré, comparativement à un recouvrement de 34 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont chiffrées à 1 158 millions de dollars, ont grimpé de 42 millions, ou de 4 %, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 1 137 millions, ce qui signifie une augmentation de 44 millions, ou de 4 %, attribuable à une hausse des frais liés au personnel et des investissements dans les technologies, laquelle a été contrebalancée dans une certaine mesure par une baisse de la charge liée à la prime d'assurance versée à la Federal Deposit Insurance Corporation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 8,4 milliards de dollars, ou de 11 %, sur un an pour s'établir à 82,2 milliards, stimulé par l'accroissement de 14 % des prêts aux entreprises et de l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers. Le solde moyen des dépôts, qui s'est élevé à 78,8 milliards a augmenté de 10,0 milliards, ou de 15 %, par rapport à l'an dernier, ce qui est attribuable à l'augmentation de 17 % des volumes de dépôts des entreprises et de 13 % des volumes de dépôts des particuliers.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts	230	232	204	462	404
Revenus autres que d'intérêts 1)	1 612	1 908	1 380	3 520	2 786
Total des revenus 1)	1 842	2 140	1 584	3 982	3 190
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	561	926	332	1 487	693
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 281	1 214	1 252	2 495	2 497
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	(1)	2	1	1	2
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	1	-	(1)	1	(3)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	2	-	2	(1)
Charges autres que d'intérêts 1)	882	895	862	1 777	1 757
Bénéfice avant impôts sur le résultat	399	317	390	716	741
Charge d'impôts sur le résultat	94	78	94	172	179
Bénéfice net comptable	305	239	296	544	562
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	10	10	11	20	21
Bénéfice net ajusté	315	249	307	564	583
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	226	174	227	400	411
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	236	184	238	420	432
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	79	65	69	144	151
Croissance du bénéfice net (%)	3,2	(10,4)	16,8	(3,2)	7,6
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	2,8	(10,1)	11,7	(3,3)	4,3
Croissance des revenus (%)	16,3	33,3	(15,3)	24,8	3,2
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	2,4	(2,5)	7,6	(0,1)	5,0
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	2,4	-	4,6	1,2	4,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	2,5	0,1	6,3	1,3	5,8
Rendement des capitaux propres (%)	19,8	15,3	20,4	17,5	19,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	20,4	15,9	21,1	18,1	20,1
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	-	(2,5)	3,0	(1,3)	0,5
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(0,1)	(2,6)	1,3	(1,4)	(0,8)
Ratio d'efficacité comptable (%)	47,9	41,8	54,4	44,6	55,1
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	68,8	73,8	68,8	71,2	70,4
Ratio d'efficacité ajusté (%)	47,2	41,3	53,6	44,0	54,3
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	67,9	72,8	67,8	70,2	69,3
Actifs sous gestion	465 468	438 540	439 193	465 468	439 193
Actifs sous administration 3)	396 774	377 528	386 493	396 774	386 493
Actif moyen	40 402	38 744	35 246	39 559	34 755
Solde moyen brut des prêts et acceptations	23 039	22 296	19 784	22 660	19 417
Solde moyen net des prêts et acceptations	23 006	22 264	19 752	22 628	19 385
Solde moyen des dépôts	36 063	35 288	34 717	35 669	34 356

1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 12 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019, de 13 millions à la fois pour le premier trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2018, de 25 millions pour le premier semestre de 2019 et de 26 millions pour le premier semestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

3) Nous avons certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par nous et qui sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine, qui s'est chiffré à 305 millions de dollars, a augmenté de 9 millions, ou de 3 %, et, après ajustement, il a atteint 315 millions, ce qui signifie une hausse de 8 millions, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 226 millions et, après ajustement, il a atteint 236 millions, ce qui est relativement identique au résultat de l'an dernier, étant donné que la progression des revenus tirés des dépôts et des prêts et l'incidence du raffermissement des marchés boursiers ont été contrebalancés en majeure partie par une hausse des charges liées aux investissements de croissance dans nos activités et par une diminution des commissions sur le rendement lié à la gestion d'actifs. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 79 millions, ce qui signifie une hausse de 10 millions, ou de 14 %, imputable essentiellement à l'effet favorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors que l'an dernier, les variations des marchés avaient eu un effet défavorable.

Les revenus se sont établis à 1 842 millions de dollars, ayant progressé de 258 millions, ou de 16 %, sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils ont augmenté de 29 millions, ou de 2 %, pour se situer à 1 281 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 145 millions, ayant progressé de 12 millions, ou de 1 %, sur un an. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 136 millions, ce qui représente une hausse de 17 millions, ou de 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison des facteurs susmentionnés.

Les charges autres que d'intérêts comptables, qui se sont établies à 882 millions de dollars, ont augmenté de 20 millions, ou de 2 %. Après ajustement, elles ont totalisé 870 millions, présentant ainsi une hausse de 21 millions, ou de 2 %, sur un an, à cause surtout de l'accroissement des investissements dans les activités qui a été atténué par une baisse des charges liées aux revenus.

Les actifs sous gestion se sont accrus de 26,3 milliards de dollars, ou de 6 %, sur un an pour se fixer à 465,5 milliards grâce surtout au raffermissement des marchés boursiers, à l'accroissement des actifs des clients et aux fluctuations favorables des cours de change. Les actifs sous administration ont augmenté de 10,3 milliards, ou de 3 %, sur un an pour se fixer à 396,8 milliards, à cause surtout des fluctuations favorables des cours de change et de l'incidence du raffermissement des marchés boursiers. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 16 % et de 4 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable a grimpé de 66 millions de dollars, ou de 28 %, et le bénéfice net ajusté a augmenté de 66 millions, ou de 27 %, en regard du trimestre précédent. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a progressé de 52 millions, ou de 30 %, et, après ajustement, il a augmenté de 52 millions, ou de 29 %, par suite essentiellement du raffermissement des marchés boursiers internationaux et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice, ces facteurs ayant été contrebalancés partiellement par le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins. Le bénéfice net des activités d'assurance a augmenté de 14 millions, ou de 22 %, en raison essentiellement de l'effet favorable des variations des marchés au cours du trimestre considéré, alors qu'au trimestre précédent, les variations des marchés avaient eu un effet défavorable.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 67 millions de dollars, ou de 6 %. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 43 millions, ou de 4 %, par suite du raffermissement des marchés boursiers internationaux, ce qui a été annulé dans une certaine mesure par le fait que le trimestre considéré comptait moins de jours. Les revenus nets d'assurance ont progressé de 24 millions, ou de 22 %, en raison principalement des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont diminué de 13 millions de dollars, ou de 1 %, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont diminué de 12 millions, ou de 2 %, en raison surtout d'une baisse de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, laquelle a été annulée en partie par une hausse des charges liées aux revenus.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 26,9 milliards de dollars, ou de 6 %, et les actifs sous administration ont augmenté de 19,2 milliards, ou de 5 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers, des fluctuations favorables des cours de change et de l'accroissement des actifs des nouveaux clients. Le solde moyen brut des prêts a progressé de 3 % et le solde moyen des dépôts, de 2 %.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 544 millions de dollars, contre 562 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 564 millions, contre 583 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a diminué de 11 millions, ou de 3 %, pour s'établir à 400 millions et, après ajustement, il a atteint 420 millions, ce qui signifie une baisse de 12 millions, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier, étant donné que la progression des revenus tirés des dépôts et des prêts a été atténuée par une hausse des charges et par l'incidence du repli qui a marqué la plupart des marchés boursiers internationaux et par une diminution des commissions sur le rendement lié à la gestion d'actifs. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 144 millions, comparativement à 151 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus se sont établis à 3 982 millions de dollars, ayant progressé de 792 millions, ou de 25 %, sur un an. Déduction faite des SCVPI, ils se sont chiffrés à 2 495 millions, ce qui signifie qu'ils sont pratiquement identiques à ceux de l'an dernier. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 2 247 millions, ce qui signifie qu'il n'y a eu pour ainsi dire aucune variation en raison des facteurs précités. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 248 millions, contre 255 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 1 777 millions de dollars, ont augmenté de 20 millions, ou de 1 %. Après ajustement, elles ont totalisé 1 752 millions, présentant ainsi une hausse de 21 millions, ou de 1 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts (bic) 1)	599	561	319	1 160	881
Revenus autres que d'intérêts 1) 2)	630	571	723	1 201	1 245
Total des revenus (bic) 1) 2)	1 229	1 132	1 042	2 361	2 126
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	12	1	(16)	13	(17)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	3	14	3	17	(1)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	15	15	(13)	30	(18)
Charges autres que d'intérêts 2)	887	792	671	1 679	1 393
Bénéfice avant impôts sur le résultat	327	325	384	652	751
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	78	70	98	148	194
Bénéfice net comptable	249	255	286	504	557
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	2	4	-	6	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	2	3	-	5	-
Bénéfice net ajusté	253	262	286	515	557
Revenus du secteur Produits de négociation	719	632	621	1 351	1 272
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	510	500	421	1 010	854
Croissance du bénéfice net (%)	(12,8)	(5,9)	(7,9)	(9,4)	(17,9)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(11,4)	(3,4)	(8,0)	(7,5)	(18,0)
Croissance des revenus (%)	18,0	4,4	(12,3)	11,1	(11,7)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	32,1	9,8	(2,4)	20,5	(1,4)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	31,3	8,6	(2,3)	19,5	(1,3)
Rendement des capitaux propres (%)	9,2	9,1	13,4	9,1	13,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	9,4	9,3	13,4	9,3	13,0
Levier d'exploitation (bic) (%)	(14,1)	(5,4)	(9,9)	(9,4)	(10,3)
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	(13,3)	(4,2)	(10,0)	(8,4)	(10,4)
Ratio d'efficience (bic) (%)	72,1	70,0	64,4	71,1	65,5
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	71,7	69,2	64,4	70,5	65,5
Actif moyen	344 427	340 273	302 772	342 316	299 031
Solde moyen brut des prêts et acceptations	60 246	56 273	46 489	58 227	46 126
Solde moyen net des prêts et acceptations	60 168	56 209	46 419	58 156	46 057
Solde moyen des dépôts	137 974	152 715	137 266	145 467	135 380

- 1) Au premier trimestre de 2019, certains revenus de dividendes du secteur Produits de négociation ont été reclassés depuis les revenus autres que d'intérêts dans les revenus nets d'intérêts. Les résultats des périodes antérieures et les ratios y afférents ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.
- 2) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- 3) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha avant impôts de 2 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019, de 6 millions pour le premier trimestre de 2019, et de néant pour le deuxième trimestre de 2018, de 8 millions pour le premier semestre de 2019 et de néant pour le premier semestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Les montants avant impôts de 4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2019, de 3 millions pour le premier trimestre de 2019, de 1 million pour le deuxième trimestre de 2018, de 7 millions pour le premier semestre de 2019 et de 1 million pour le premier semestre de 2018 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 249 millions de dollars et, après ajustement, il s'est situé à 253 millions, contre 286 millions à la fois pour le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. Le rendement solide du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et l'augmentation des revenus du secteur Produits de négociation ont été contrebalancés en majeure partie par une charge liée aux indemnités de départ et par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont établis à 1 229 millions de dollars, ce qui correspond à une progression de 187 millions, ou de 18 %, soit de 17 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 21 % par suite principalement de l'accroissement des prêts et de la hausse des revenus de commissions de prise ferme. Les revenus du secteur Produits de négociation ont augmenté de 16 % et les ajustements de la juste valeur ont donné lieu aux résultats exceptionnellement élevés dégagés par les activités de négociation de contrats de taux d'intérêt et à une diminution des revenus dégagés par les activités de négociation de contrats sur titres de participation. Le niveau des activités menées pour les clients a été bon, particulièrement en ce qui a trait aux activités de négociation de contrats de taux d'intérêt et de contrats sur produits de base, alors que les activités de négociation de contrats sur titres de participation ont ralenti.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 15 millions de dollars alors qu'un recouvrement de 13 millions a été inscrit pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux du trimestre considéré s'est élevée à 12 millions, alors qu'un recouvrement de 16 millions a été inscrit pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 3 millions pour le trimestre considéré, ce qui est identique à celle de l'an dernier.

Les charges autres que d'intérêts ont progressé de 216 millions de dollars, ou de 32 %, pour se situer à 887 millions, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont situées à 881 millions, ce qui correspond à une progression de 211 millions, ou de 31 %, soit 29 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Plus des trois quarts de l'augmentation par rapport à l'an dernier s'expliquent par la charge liée aux indemnités de départ de 90 millions après impôts (120 millions avant impôts) et par l'acquisition de KGS-Alpha. Le reste de l'augmentation s'explique par la hausse des frais liés au personnel et d'autres charges.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 249 millions de dollars, en comparaison de 255 millions pour le trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 253 millions, en comparaison de 262 millions.

Les revenus se sont accrus de 97 millions de dollars, ou de 9 %. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté en raison de la hausse des revenus de commissions de prise ferme, atténuée par une diminution des revenus de consultation et par le fait que le trimestre à l'étude comptait trois jours de moins. Les revenus du secteur Produits de négociation ont augmenté de 14 % et les ajustements de la juste valeur ont donné lieu aux résultats exceptionnellement élevés dégagés par les activités de négociation de contrats de taux d'intérêt et à une baisse des revenus de négociation de contrats sur titres de participation. Le niveau des activités menées pour les clients a été bon, particulièrement en ce qui a trait aux activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, alors que les activités de négociation de contrats sur titres de participation ont ralenti.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances n'a pas changé par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 11 millions de dollars au cours du trimestre considéré. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 3 millions a été comptabilisée pour le trimestre considéré, en comparaison d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 14 millions enregistrée pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 95 millions de dollars, ou de 12 %, et, après ajustement, elles ont présenté une hausse de 98 millions, ou de 13 %. L'incidence de la charge liée aux indemnités de départ a plus qu'annulé la diminution des autres charges, y compris la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite au premier trimestre.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 504 millions de dollars, en comparaison de 557 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est fixé à 515 millions, en comparaison de 557 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats du semestre considéré traduisent une augmentation des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés et du secteur Produits de négociation, atténuée par une hausse des charges et par l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Les revenus se sont établis à 2 361 millions de dollars, ce qui correspond à une progression de 235 millions, ou de 11 %, soit de 9 % compte non tenu de l'incidence de l'appréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 18 % en raison d'une hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés ainsi que des commissions de prise ferme et de consultation. L'accroissement des revenus générés par les activités de négociation de contrats de taux d'intérêt et de contrats sur produits de base a eu des retombées positives sur le secteur Produits de négociation, lesquelles ont été atténuées par la diminution des revenus de négociation de contrats sur titres de participation attribuable aux ajustements de la juste valeur et aux activités menées pour les clients.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 30 millions de dollars alors qu'un recouvrement de 18 millions a été inscrit pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 13 millions, alors qu'un recouvrement de 17 millions a été inscrit pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevée à 17 millions pour le semestre considéré, contre un recouvrement de 1 million pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 679 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 286 millions, ou de 21 %, et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 1 664 millions, ce qui correspond à une hausse de 272 millions, ou de 20 %, soit de 17 % compte non tenu de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Environ les trois quarts de l'augmentation du semestre à l'étudier s'expliquent par la charge liée aux indemnités de départ et par l'acquisition de KGS-Alpha. Le reste de l'augmentation s'explique par la hausse des frais liés au personnel et d'autres charges.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2019	T1-2019	T2-2018	Cumul 2019	Cumul 2018
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(58)	(46)	(70)	(104)	(117)
Compensation sur une bic des groupes	(78)	(67)	(61)	(145)	(184)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(136)	(113)	(131)	(249)	(301)
Revenus autres que d'intérêts	41	66	50	107	94
Total des revenus (bic)	(95)	(47)	(81)	(142)	(207)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	(1)	(5)	(10)	(6)	(10)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	1	(1)	1	-	-
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	-	(6)	(9)	(6)	(10)
Charges autres que d'intérêts	99	141	372	240	508
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(194)	(182)	(444)	(376)	(705)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(116)	(107)	(172)	(223)	87
Bénéfice net (perte nette) comptable	(78)	(75)	(272)	(153)	(792)
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	2	-	5
Coûts de restructuration 2)	-	-	192	-	192
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 3)	-	-	-	-	425
Perte nette ajustée	(78)	(75)	(78)	(153)	(170)

1) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement de matériel de transport qui ont été acquises ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Au deuxième trimestre de 2018, nous avons comptabilisé une charge de restructuration avant impôts de 260 millions de dollars, principalement liée aux indemnités de départ, en raison d'une mesure continue mise en place à l'échelle de la Banque visant à simplifier notre façon de travailler, à favoriser une efficacité accrue et à investir dans les technologies pour faire évoluer nos activités. Les coûts de restructuration figurent dans les charges autres que d'intérêts.

3) Charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Estimations comptables critiques – Impôts sur le résultat et actifs d'impôt différé, à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières, l'approvisionnement, ainsi que les données et les analyses, et l'innovation. T&O assure la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, ainsi que certains coûts d'intégration des acquisitions et de restructuration des périodes antérieures. Les résultats incluent aussi une charge découlant de la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis effectuée au premier trimestre de 2018 et une charge de restructuration au cours du deuxième trimestre de 2018.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du deuxième trimestre de 2018

La perte nette comptable et la perte nette ajustée des Services d'entreprise se sont situées à 78 millions de dollars pour le trimestre considéré, comparativement à une perte nette comptable de 272 millions et à une perte nette ajustée de 78 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés du trimestre correspondant de l'exercice précédent ne tiennent pas compte de la charge de restructuration après impôts de 192 millions et des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats ajustés n'ont pas changé en raison surtout d'une réduction des charges qui a été contrebalancée par une diminution des recouvrements de pertes sur créances. Les résultats comptables ont progressé, en raison de la charge de restructuration comptabilisée un an plus tôt.

Comparaison du deuxième trimestre de 2019 et du premier trimestre de 2019

La perte nette comptable et la perte nette ajustée pour le trimestre à l'étude se sont chiffrées à 78 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette de 75 millions pour le trimestre précédent. Les résultats sont pour ainsi dire les mêmes, du fait que la réduction des charges a été contrebalancée par une baisse des revenus non établis sur une bic.

Comparaison du premier semestre de 2019 et du premier semestre de 2018

La perte nette comptable et la perte nette ajustée se sont situées à 153 millions de dollars pour le semestre considéré, comparativement à une perte nette comptable de 792 millions et à une perte nette ajustée de 170 millions pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Les résultats ajustés du semestre correspondant de l'exercice précédent ne tiennent pas compte de la charge de 425 millions imputable à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis, de la charge de restructuration et des coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats ajustés ont progressé en raison surtout d'une hausse des revenus non établis sur une bic. Les résultats comptables ont affiché une hausse à cause essentiellement de la charge de réévaluation et de la charge de restructuration comptabilisées pour le semestre correspondant de l'exercice précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2019	T1-2019	T4-2018	T3-2018	T2-2018	T1-2018	T4-2017	T3-2017
Revenus 1)	6 213	6 517	5 893	5 794	5 580	5 638	5 614	5 424
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	561	926	390	269	332	361	573	253
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	5 652	5 591	5 503	5 525	5 248	5 277	5 041	5 171
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	150	127	177	177	172	174	s. o.	s. o.
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs 2)	26	10	(2)	9	(12)	(33)	s. o.	s. o.
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	176	137	175	186	160	141	202	126
Charges autres que d'intérêts 1)	3 595	3 557	3 193	3 359	3 525	3 400	3 339	3 252
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 881	1 897	2 135	1 980	1 563	1 736	1 500	1 793
Charge d'impôts sur le résultat	384	387	438	443	317	763	276	408
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	1 497	1 510	1 697	1 537	1 246	973	1 224	1 385
Coûts d'intégration des acquisitions 3)	2	4	13	7	2	3	15	13
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	23	24	24	22	23	21	26	28
Coûts de restructuration 5)	-	-	-	-	192	-	41	-
Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 6)	-	-	-	-	-	-	-	(54)
Réévaluation des actifs d'impôt différé nets aux États-Unis 7)	-	-	-	-	-	425	-	-
Avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations 8)	-	-	(203)	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	1 522	1 538	1 531	1 566	1 463	1 422	1 306	1 372
Bénéfice de base par action (\$)	2,27	2,28	2,58	2,32	1,87	1,43	1,81	2,05
Bénéfice dilué par action (\$)	2,26	2,28	2,58	2,31	1,86	1,43	1,81	2,04
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,30	2,32	2,32	2,36	2,20	2,12	1,94	2,02

- 1) En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, certains débours remboursés à BMO par des clients ont été reclassés dans les revenus autres que d'intérêts alors qu'ils étaient auparavant portés en diminution des charges autres que d'intérêts.
- 2) Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Les modifications apportées à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs aux termes de cette méthode ne seront pas considérées comme des éléments d'ajustement. La dotation à la provision pour pertes sur créances des périodes antérieures au premier trimestre de 2018 comprend la dotation aux provisions spécifiques et la dotation à la provision générale. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables pour 2018, à la page 121 du Rapport annuel de BMO pour 2018.
- 3) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.
- 5) La charge de restructuration avant impôts s'est élevée à 260 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2018 et à 59 millions pour le quatrième trimestre de 2017. Les coûts de restructuration ont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.
- 6) La dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement, des Services d'entreprise ne tient pas compte des ajustements du montant de 76 millions de dollars avant impôts de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017.
- 7) Charge de réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis découlant de l'entrée en vigueur de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act*. Pour plus d'informations sur son incidence, il y a lieu de se reporter à la section Charge d'impôts sur le résultat, à la page 42 du Rapport annuel de BMO pour 2018.
- 8) Les résultats du quatrième trimestre de 2018 tiennent compte d'un avantage après impôts de 203 millions de dollars (277 millions avant impôts) découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations par suite d'un changement apporté à notre régime d'autres avantages futurs du personnel visant certains employés qui a été annoncé au cours du quatrième trimestre de 2018. Ce montant figure dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

s. o. - sans objet

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 62 et 63 de son Rapport annuel pour 2018.

Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le troisième trimestre de l'exercice 2017 et le deuxième trimestre de l'exercice 2019.

Tendances relatives au bénéfice

Les résultats et les mesures de la performance de BMO ont, en général, affiché des tendances à la hausse et n'ont pratiquement pas changé au cours des trois derniers trimestres. L'avantage découlant de la réévaluation d'une obligation au titre des prestations futures au quatrième trimestre de 2018, la charge liée à la réévaluation de nos actifs d'impôt différé nets aux États-Unis du premier trimestre de l'exercice 2018, les charges de restructuration du deuxième trimestre de 2018 et du quatrième trimestre de 2017 et la diminution de la provision générale au troisième trimestre de 2017 ont influé sur les résultats comptables. Le fait que le montant des sinistres provenant des activités de réassurance de la Gestion de patrimoine pour le quatrième trimestre de 2018 et de 2017 a été élevé a eu un effet à la fois sur les résultats comptables et les résultats ajustés.

Pendant sept des huit derniers trimestres, la croissance sur un an du bénéfice net de PE Canada s'est avérée positive, ce qui reflète en grande partie l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. Au cours de sept des huit derniers trimestres, la croissance des revenus de PE États-Unis s'est avérée positive, ce qui reflète l'augmentation constante des volumes de prêts et de dépôts, la croissance des revenus générés par les dépôts qui découle de la hausse des taux d'intérêt, la bonne gestion des dépenses et l'avantage conféré par la réforme fiscale américaine. Les résultats des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont, en général, démontré une tendance à la hausse et ont varié à cause de la conjoncture des marchés. Les résultats trimestriels liés à l'assurance fluctuent essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés à la réassurance. Les résultats de BMO Marchés des capitaux du premier semestre de 2019 reflètent la faiblesse des marchés au cours du premier trimestre et la charge liée aux indemnités de départ du deuxième trimestre. La performance de 2018 témoigne d'un regain de dynamisme constaté au cours du deuxième semestre de l'exercice, par suite de l'intensification des activités menées pour les clients dont font état les commissions de prise ferme et de consultation, alors que de bons résultats ont été obtenus pour le deuxième semestre de 2017 en dépit des conséquences qu'ont entraînées les modifications apportées à la législation fiscale pour certains clients de notre segment des actions. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre, ce qui est en grande partie attribuable à l'inclusion des éléments d'ajustement, qui sont pour la plupart comptabilisés dans les Services d'entreprise.

En date du premier trimestre de 2019, la Banque a adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), et a choisi de présenter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient auparavant comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts ont été portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. Par ailleurs, lorsque des clients nous remboursent certains débours engagés en leur nom, nous comptabilisons ce remboursement dans les revenus. Ces remboursements étaient auparavant portés en diminution des charges correspondantes.

Au premier trimestre de 2018, la Banque a adopté prospectivement l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9). Aux termes de l'IFRS 9, nous faisons référence à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et à la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux aux termes de l'IFRS 9 est conforme à la dotation aux provisions spécifiques aux termes de l'IAS 39 des exercices précédents. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs a remplacé la dotation à la provision générale pour pertes sur créances aux termes de l'IAS 39. Les chiffres des périodes antérieures n'ont pas été retraités. Pour plus d'informations sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, il y a lieu de se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés, à la page 157 du Rapport annuel de BMO pour 2018. En raison de la nature prospective de l'IFRS 9, nous nous attendons à ce que la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de la Banque varie davantage.

Exprimée en pourcentage du solde net des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO se situe dans une fourchette allant de 12 points de base à 22 points de base depuis le troisième trimestre de 2017.

Le taux d'impôt effectif a varié, car il dépend des modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités, et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mise en garde

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bilan

Au 30 avril 2019, le total des actifs atteignait 830,5 milliards de dollars, ayant augmenté de 56,4 milliards en regard du 31 octobre 2018. L'appréciation du dollar américain à la clôture du trimestre a conduit à une augmentation des actifs de 5,8 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Le solde net des prêts a augmenté de 26,7 milliards de dollars, ce qui est largement attribuable à une hausse de 23,5 milliards des prêts aux entreprises et aux administrations publiques imputable à l'augmentation des volumes de prêts de Services bancaires PE et de BMO Marchés des capitaux. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 24,7 milliards, et ce, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les valeurs mobilières se sont accrues de 8,6 milliards, traduisant principalement une hausse des soldes de BMO Marchés des capitaux et l'accroissement des activités de gestion de la trésorerie. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 3,1 milliards par suite d'un accroissement au Canada des prêts aux entreprises et d'une hausse des soldes de BMO Marchés des capitaux. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 7,7 milliards à cause essentiellement de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales. Tous les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, ont augmenté de 0,8 milliard.

Les passifs se sont alourdis de 52,7 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2018. L'appréciation du dollar américain les a fait augmenter de 5,7 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations du dollar américain. Les dépôts se sont accrus de 23,5 milliards de dollars, ce qui reflète la progression des dépôts des particuliers pour l'ensemble des groupes d'exploitation et les activités de financement de la trésorerie. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 11,8 milliards, les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont augmenté de 9,7 milliards et les dépôts de banques ont augmenté de 2,0 milliards. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 19,6 milliards et les titres vendus à découvert ont augmenté de 3,1 milliards en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les engagements de clients aux termes d'acceptations ont augmenté de 3,1 milliards en raison des facteurs susmentionnés. Les autres passifs, exclusion faite des passifs financiers dérivés, ont augmenté de 0,6 milliard.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 5,6 milliards de dollars et les passifs financiers dérivés, de 2,9 milliards, ce qui tient compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. La diminution des actifs financiers dérivés est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur titres de participation, des contrats sur produits de base et des contrats sur taux d'intérêt. La diminution des passifs financiers dérivés est attribuable à la baisse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt, des contrats de change et des contrats sur produits de base, facteur partiellement annulé par la hausse de la juste valeur des contrats sur titres de participation.

Le total des capitaux propres a augmenté de 3,7 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2018. Le cumul des autres éléments du résultat global a grimpé de 1,8 milliard en raison essentiellement de l'incidence de la baisse des taux d'intérêt sur les couvertures de flux de trésorerie ainsi que de l'appréciation du dollar américain sur la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les résultats non distribués ont augmenté de 1,6 milliard par suite du bénéfice net gagné pendant l'exercice courant, ce qui a été atténué par les dividendes et les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation. Les actions privilégiées se sont accrues de 0,4 milliard en raison d'une nouvelle émission effectuée au cours du trimestre considéré.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 38 du Rapport aux actionnaires.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2018 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 206 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 77 de son Rapport annuel pour 2018. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 30 avril 2019.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2018 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2018 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 117 à 121 ainsi qu'aux pages 148 à 153 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 117 et 118 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 157 à 164 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquelles reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique anticipée, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques. Le scénario de référence et le scénario défavorable sont également décrits ci-après et sont pourvus actuellement des pondérations probabilistes les plus élevées. La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques, à la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision, à la croissance du portefeuille et à la qualité du crédit du portefeuille.

Au 30 avril 2019, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne connaîtra une croissance modérée de 1,6 % en moyenne au cours de la période visée par les prévisions où le taux de chômage en 2020 sera relativement stable en demeurant à 5,7 %. L'économie américaine croît un peu plus rapidement que l'économie canadienne, à un rythme moyen de 1,9 % au cours de la période visée par les prévisions, en raison d'une modération des dépenses de consommation. En regard du quatrième trimestre de 2018, les prévisions à l'égard du PIB ou du taux de chômage n'ont pratiquement pas changé, les provisions ayant été plus élevées à cause d'autres facteurs macroéconomiques, notamment le fait que les variables anticipées relatives aux marchés financiers ont été révisées à la baisse en raison de l'incertitude conjoncturelle et des modifications apportées à la pondération de scénarios.

La provision liée aux prêts productifs de 36 millions de dollars du semestre clos le 30 avril 2019 tient compte de l'augmentation attribuable à la croissance du portefeuille, à la détérioration prévue des conditions des marchés financiers et à la réduction de la pondération du scénario favorable, ces facteurs ayant été atténués par l'incidence de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille.

Les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font état d'une récession typique au Canada et aux États-Unis, laquelle se produit au cours de la première année de notre horizon de prévision et se traduit par une contraction de l'économie d'environ 3 % sur cinq trimestres et une hausse de plus de 3 points de pourcentage du taux de chômage, qui atteint 9,4 % au Canada et 7,0 % aux États-Unis, suivie initialement d'une lente reprise, puis d'une croissance plus modeste vers la fin de la période visée par les prévisions. En cas de récession, les résultats réels différeront puisque la composition de notre portefeuille changera en raison des migrations, de la croissance, des mesures visant à atténuer les risques et d'autres facteurs. En outre, notre provision reflétera les trois scénarios économiques employés pour évaluer la provision, les pondérations liées aux scénarios défavorables et favorables étant souvent inégales, et les pondérations varieront au fil du temps.

Dans le cas où le scénario de référence et le scénario défavorable se concrétiseraient intégralement, les scénarios révisés n'auraient qu'un effet négligeable sur notre évaluation de la provision liée aux prêts productifs au 30 avril 2019 comparativement au 31 octobre 2018.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2019 s'est élevée à 313 millions de dollars, comparativement à 301 millions pour le semestre clos le 30 avril 2018. La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le semestre clos le 30 avril 2019 comprend des dotations à la provision pour pertes sur créances de 277 millions pour les prêts douteux et de 36 millions pour les prêts productifs, alors que des dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 346 millions et un recouvrement de 45 millions sur des prêts productifs ont été enregistrés pour le semestre clos le 30 avril 2018. La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 30 avril 2019 s'est élevée à 176 millions, comparativement à 160 millions pour le trimestre clos le 30 avril 2018. La dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 30 avril 2019 comprend des dotations à la provision pour pertes sur créances de 150 millions pour les prêts douteux et de 26 millions pour les prêts productifs, alors que des dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 172 millions et un recouvrement de 12 millions sur des prêts productifs ont été enregistrés pour le trimestre clos le 30 avril 2018. Notre provision liée aux prêts productifs et aux prêts douteux s'établissait à 1 962 millions au 30 avril 2019, contre 1 870 millions au 31 octobre 2018.

La présente section qui traite de la provision pour pertes sur créances comprend des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications de méthodes comptables

Depuis le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15), qui traite des principes de la comptabilisation des produits des activités ordinaires et établit un cadre rigoureux pour la comptabilisation et l'évaluation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients. Nous avons choisi de retraiter de manière rétrospective les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS avait toujours été appliquée. De plus, l'IFRS 15 met en œuvre de nouvelles dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui a trait à la comptabilisation selon l'IFRS 15 des produits des activités ordinaires par secteur opérationnel. La note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements au sujet de l'incidence de cette nouvelle norme.

Modifications futures de méthodes comptables

BMO est à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, sont décrites à la page 121 du Rapport annuel de BMO pour 2018 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 152 et 153 de ce même rapport ainsi qu'à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 47.

Instruments financiers désignés

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié en 2012 un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (Enhanced Disclosure Task Force (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs.

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Aucun changement important n'a été apporté aux informations fournies figurant à la page 76 de notre Rapport annuel pour 2018.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Le 22 décembre 2017, la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* (la « loi ») a été promulguée aux États-Unis. Le département du Trésor des États-Unis a publié tout dernièrement, en décembre 2018, un projet de règlement sur l'interprétation de la loi. Nous continuons de suivre de près l'évolution de la réglementation fiscale ainsi que du projet de règlement, à savoir les modifications ou les directives dont il pourrait faire l'objet.

De plus, nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 69, 79, 100 et 112 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 78 à 116 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 79 à 81 du Rapport annuel de BMO pour 2018, et ceux-ci n'ont pas changé de manière significative. L'échéance d'un éventuel Brexit sans accord ayant été reportée au 31 octobre 2019, BMO continue de suivre de près les négociations entre le Royaume-Uni et l'UE. BMO a reçu l'autorisation réglementaire nécessaire dans l'UE pour exercer ses activités conformément à la réglementation existante, ce qui lui permettra de continuer à soutenir ses clients et contreparties européens sans interruption.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 95 à 99 de son Rapport annuel pour 2018.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2019				Au 31 octobre 2018				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 839	-	35 839	-	42 142	-	42 142	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 518	244	7 274	-	8 305	250	8 055	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	191 226	100 911	90 315	-	180 935	99 561	81 374	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	110 405	-	110 405	-	85 051	-	85 051	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	413 242	-	413 242	-	383 991	-	383 991	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	20 627	18 552	2 075	-	26 204	24 401	1 803	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	21 702	-	21 702	-	18 585	-	18 585	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	29 911	-	15 075	14 836	28 862	-	13 856	15 006	Taux d'intérêt
Total des actifs	830 470	119 707	695 927	14 836	774 075	124 212	634 857	15 006	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	548 837	16 142	532 695	-	520 928	14 186	506 742	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	21 549	19 148	2 401	-	24 411	21 380	3 031	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	21 702	-	21 702	-	18 585	-	18 585	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	32 023	32 023	-	-	28 804	28 804	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	87 039	-	87 039	-	66 684	-	66 684	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	62 972	-	62 857	115	62 160	-	62 037	123	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	6 953	-	6 953	-	6 782	-	6 782	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	781 075	67 313	713 647	115	728 354	64 370	663 861	123	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué de 2,4 millions de dollars en regard du trimestre précédent compte tenu de la variation de l'exposition au risque lié au cours des actions et au risque de taux d'intérêt, ainsi que de l'incidence d'une plus grande diversification. La moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a diminué de 16,0 millions par rapport au trimestre précédent, ce qui découle des facteurs précités.

La moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation et la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension ont progressé par rapport à l'an dernier, sous l'effet principalement de la hausse de l'exposition aux activités menées par les clients, ce qui inclut l'incidence de l'acquisition de KGS-Alpha.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2019				Au 31 janvier 2019	Au 30 avril 2018	Cumul 2019	Cumul 2018
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	1,3	1,5	2,1	1,1	1,5	0,5	1,5	0,5
VaR liée aux actions	5,8	5,2	12,6	2,8	5,4	5,2	5,3	4,4
VaR liée au change	0,4	0,5	1,3	0,3	0,7	0,6	0,6	0,7
VaR liée aux taux d'intérêt	6,7	6,4	8,9	5,4	6,9	6,0	6,6	5,6
VaR liée au crédit	6,5	6,1	7,6	4,8	6,1	1,9	6,1	1,9
Diversification	(10,6)	(10,7)	n. s.	n. s.	(9,2)	(6,7)	(9,9)	(6,5)
Total de la VaR – Négociation	10,1	9,0	14,3	6,8	11,4	7,5	10,2	6,6
Total de la VaR en période de tension – Négociation	26,9	32,3	39,1	26,9	48,3	23,1	40,6	23,1

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

La sensibilité de la valeur économique structurelle tant à une hausse qu'à une baisse des taux d'intérêt est demeurée relativement inchangée par rapport au 31 janvier 2019. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt et l'exposition du résultat à une baisse des taux d'intérêt ont diminué légèrement par rapport au 31 janvier 2019, car au 30 avril 2019, il est prévu qu'un moins grand nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des 12 prochains mois.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018
Hausse de 100 points de base	(995,3)	(925,5)	(1 144,3)	58,4	76,8	107,8
Baisse de 100 points de base	131,2	111,0	585,7	(130,2)	(152,8)	(332,4)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2019 donnerait lieu à une augmentation de 36 millions de dollars du résultat avant impôts (32 millions au 31 janvier 2019; 37 millions au 31 octobre 2018). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 30 avril 2019 donnerait lieu à une diminution de 36 millions du résultat avant impôts (35 millions au 31 janvier 2019; 37 millions au 31 octobre 2018). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 30 avril 2019 entraînerait une diminution du résultat avant impôts de 53 millions (49 millions au 31 janvier 2019; 44 millions au 31 octobre 2018). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 30 avril 2019 entraînerait une augmentation du résultat avant impôts de 52 millions (47 millions au 31 janvier 2019; 42 millions au 31 octobre 2018). L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur de nos passifs au titre des indemnités étant comptabilisée au poste Autres passifs du bilan consolidé. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau ci-dessus.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 238,0 milliards de dollars au 30 avril 2019, contre 236,0 milliards au 31 janvier 2019. La hausse des actifs liquides non grevés est attribuable à l'augmentation des soldes des valeurs mobilières. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par BMO Harris Bank, notre entité bancaire américaine, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'il évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne se fie pas aux facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau portant sur les actifs grevés, à la page 34, indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

Actifs liquides

	Au 30 avril 2019					Au 31 janvier 2019
	Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1)	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 2)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 3)	Actifs nets non grevés 3)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 839	–	35 839	1 827	34 012	38 475
Dépôts à d'autres banques	7 518	–	7 518	–	7 518	7 609
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	168 702	24 911	193 613	114 659	78 954	85 856
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	36 944	461	37 405	15 745	21 660	20 874
Titres de créance d'entreprises et autres	24 343	13 735	38 078	6 237	31 841	30 271
Titres de participation d'entreprises	71 642	27 038	98 680	58 849	39 831	28 884
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	301 631	66 145	367 776	195 490	172 286	165 885
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	26 456	–	26 456	2 316	24 140	24 011
Total des actifs liquides	371 444	66 145	437 589	199 633	237 956	235 980
Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)	65 331	–	65 331	669	64 662	67 171
Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources	436 775	66 145	502 920	200 302	302 618	303 151

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 30 avril 2019.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts de la Banque qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

Actifs grevés

(en millions de dollars canadiens) Au 30 avril 2019	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	43 357	-	1 827	-	41 530
Valeurs mobilières 5)	394 232	162 948	34 858	11 894	184 532
Prêts	386 786	71 251	669	250 204	64 662
Autres actifs					
Instruments dérivés	20 627	-	-	20 627	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	21 702	-	-	21 702	-
Bureaux et matériel	1 983	-	-	1 983	-
Écart d'acquisition	6 500	-	-	6 500	-
Immobilisations incorporelles	2 331	-	-	2 331	-
Actifs d'impôt exigible	1 309	-	-	1 309	-
Actifs d'impôt différé	1 765	-	-	1 765	-
Actifs divers	16 023	3 576	-	12 447	-
Total des autres actifs	72 240	3 576	-	68 664	-
Total des actifs	896 615	237 775	37 354	330 762	290 724

(en millions de dollars canadiens) Au 31 janvier 2019	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	48 079	-	1 995	-	46 084
Valeurs mobilières 5)	383 434	160 801	32 737	11 418	178 478
Prêts	371 664	69 385	662	234 446	67 171
Autres actifs					
Instruments dérivés	21 633	-	-	21 633	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	21 529	-	-	21 529	-
Bureaux et matériel	1 971	-	-	1 971	-
Écart d'acquisition	6 388	-	-	6 388	-
Immobilisations incorporelles	2 285	-	-	2 285	-
Actifs d'impôt exigible	1 469	-	-	1 469	-
Actifs d'impôt différé	1 813	-	-	1 813	-
Actifs divers	14 651	2 663	-	11 988	-
Total des autres actifs	71 739	2 663	-	69 076	-
Total des actifs	874 916	232 849	35 394	314 940	291 733

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 11,9 milliards de dollars au 30 avril 2019, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Le tableau ci-après présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 30 avril 2019, le RLCT moyen quotidien a été de 132 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le ratio du RLCT moyen a baissé en regard de celui de 138 % enregistré pour le trimestre précédent en raison d'une baisse des actifs liquides de haute qualité. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et de négociation ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 33.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 100 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Ratio de liquidité à court terme

	Trimestre clos le 30 avril 2019	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	155,1
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	192,5	13,0
Dépôts stables	93,9	2,8
Dépôts moins stables	98,6	10,2
Financement de gros non garanti, dont :	159,7	88,5
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	59,1	14,7
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	67,4	40,6
Dettes non garanties	33,2	33,2
Financement de gros garanti	*	24,7
Exigences supplémentaires, dont :	156,3	32,2
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	8,7	4,5
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,7	2,7
Facilités de crédit et de liquidité	144,9	25,0
Autres obligations de financement contractuelles	0,8	-
Autres obligations de financement conditionnelles	391,7	6,8
Total des sorties de trésorerie	*	165,2
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	159,6	29,5
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10,9	6,2
Autres entrées de trésorerie	12,1	12,1
Total des entrées de trésorerie	182,6	47,8
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		155,1
Total des sorties nettes de trésorerie		117,4
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		132
Trimestre clos le 31 janvier 2019		
Total des actifs liquides de haute qualité		161,8
Total des sorties nettes de trésorerie		117,4
Ratio de liquidité à court terme (%)		138

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 61 jours ouvrables au deuxième trimestre de 2019.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courtir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 351,3 milliards de dollars au 30 avril 2019, en hausse comparativement à 341,7 milliards au 31 janvier 2019, du fait d'une forte croissance des dépôts. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 30 avril 2019, ces dépôts se chiffraient à 34,7 milliards.

Au 30 avril 2019, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 204,0 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 62,8 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 141,2 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 196,0 milliards au 31 janvier 2019 en raison principalement du financement de gros net. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la page 38. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 238,0 milliards au 30 avril 2019 et qui, tel qu'il est décrit à la page 33, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

En avril 2018, le gouvernement du Canada a publié le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne), qui est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Nous ne nous attendons pas à ce que le régime de recapitalisation interne du Canada et les exigences relatives à la TLAC aient une incidence importante sur notre plan de financement. Pour de plus amples renseignements sur le régime de capitalisation interne des banques au Canada et les exigences relatives à la TLAC, il y a lieu de se reporter à la section Faits nouveaux en matière de réglementation sous Gestion du capital, à la page 13.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de marges de crédit sur valeur automobile et domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2019								Au 31 janvier 2019
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
Dépôts d'autres banques	6 913	254	30	104	7 301	–	10	7 311	5 650
Certificats de dépôt et papier commercial	10 380	17 667	10 826	20 643	59 516	459	–	59 975	63 524
Billets de dépôt au porteur	96	60	338	–	494	–	–	494	589
Papier commercial adossé à des actifs	1 200	1 195	1 457	–	3 852	–	–	3 852	4 891
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	402	3 132	1 373	2 493	7 400	17 472	37 533	62 405	55 073
Billets structurés non garantis de premier rang ²⁾	–	–	–	7	7	12	3 908	3 927	3 707
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	527	603	1 904	3 034	2 262	13 491	18 787	17 817
Obligations couvertes	1 503	–	–	2 254	3 757	5 905	15 518	25 180	25 066
Autres titrisations adossées à des actifs ³⁾	–	–	32	1 183	1 215	465	5 245	6 925	6 223
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	7 100	7 100	6 962
Autres ⁴⁾	–	5 055	–	–	5 055	–	2 946	8 001	6 533
Total	20 494	27 890	14 659	28 588	91 631	26 575	85 751	203 957	196 035
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	2 703	6 777	2 092	5 341	16 913	8 632	37 200	62 745	60 530
Financement non garanti	17 791	21 113	12 567	23 247	74 718	17 943	48 551	141 212	135 505
Total ⁵⁾	20 494	27 890	14 659	28 588	91 631	26 575	85 751	203 957	196 035

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 38, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit et automobiles.

4) Avances des FHLB.

5) Le total du financement de gros était constitué de 50,4 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 153,6 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 30 avril 2019.

Faits nouveaux en matière de réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le BSIF a procédé à la mise en œuvre définitive à l'échelle nationale du RSLLT au deuxième trimestre. En vertu de ces directives, les banques d'importance systémique intérieure au Canada sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 % à compter du 1^{er} janvier 2020 et de rendre public le RSLLT à compter du trimestre clos le 31 janvier 2021. De plus, en avril 2019, le BSIF a achevé la révision du ratio de liquidité à court terme (RLCT) et d'autres paramètres de liquidité en vertu de la ligne directrice sur les normes de liquidité, dont la date de mise en œuvre est le 1^{er} janvier 2020. Nous ne nous attendons pas à ce que ces changements aient une incidence importante sur le RLCT.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 167 du Rapport annuel de BMO pour 2018.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, Standard & Poor's (S&P), Fitch et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO.

Au 30 avril 2019

Agence de notation	Dettes à court terme	Dettes de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dettes subordonnées- (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA-	A+	Stable
DBRS	R-1(élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne). Définie comme dette non garantie subordonnée de premier rang par Moody's, comme dette de premier rang admissible au régime de recapitalisation interne par S&P, comme dette non garantie de premier rang par Fitch et comme dette de premier rang admissible au régime de recapitalisation interne par DBRS.

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne). Définie comme dette non garantie de premier rang par Moody's et par S&P, comme dette privilégiée de premier rang par Fitch et comme ancienne dette de premier rang par DBRS.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 30 avril 2019, si les cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 75 millions de dollars, 355 millions et 499 millions, respectivement.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	30 avril 2019 Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 881	-	-	-	-	-	-	-	958	35 839
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 971	1 677	503	792	575	-	-	-	-	7 518
Valeurs mobilières	4 051	4 160	3 253	4 086	3 466	14 479	42 731	60 472	54 528	191 226
Titres pris en pension ou empruntés	83 683	22 145	3 478	511	588	-	-	-	-	110 405
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 909	3 799	4 613	3 885	5 772	24 935	63 832	11 033	-	120 778
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	767	779	805	834	1 153	5 681	20 195	10 643	23 597	64 454
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	8 467	8 467
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	14 562	9 191	8 615	5 487	5 926	22 103	85 249	17 691	52 429	221 253
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 710)	(1 710)
Total des prêts, déduction faite de la provision	18 238	13 769	14 033	10 206	12 851	52 719	169 276	39 367	82 783	413 242
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 298	1 065	653	1 726	612	2 796	4 534	7 943	-	20 627
Engagements de clients aux termes d'acceptations	18 380	3 160	156	6	-	-	-	-	-	21 702
Divers	1 758	637	274	34	10	6	14	4 848	22 330	29 911
Total des autres actifs	21 436	4 862	1 083	1 766	622	2 802	4 548	12 791	22 330	72 240
Total des actifs	166 260	46 613	22 350	17 361	18 102	70 000	216 555	112 630	160 599	830 470

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	30 avril 2019 Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	19 160	5 727	752	310	289	-	-	-	4 061	30 299
Entreprises et administrations publiques	30 046	22 872	16 209	20 293	13 265	26 176	50 933	12 494	132 475	324 763
Particuliers	2 392	6 098	9 611	12 008	12 371	15 153	14 882	2 454	118 806	193 775
Total des dépôts	51 598	34 697	26 572	32 611	25 925	41 329	65 815	14 948	255 342	548 837
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 456	1 317	935	2 052	925	2 899	6 190	5 775	-	21 549
Acceptations	18 380	3 160	156	6	-	-	-	-	-	21 702
Titres vendus à découvert	32 023	-	-	-	-	-	-	-	-	32 023
Titres mis en pension ou prêtés	81 656	4 624	199	293	267	-	-	-	-	87 039
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	-	599	628	1 585	1 326	3 601	14 556	3 326	-	25 621
Divers	9 489	5 530	56	133	127	724	3 243	2 069	15 980	37 351
Total des autres passifs	143 004	15 230	1 974	4 069	2 645	7 224	23 989	11 170	15 980	225 285
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-	6 953	-	6 953
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	49 395	49 395
Total des passifs et des capitaux propres	194 602	49 927	28 546	36 680	28 570	48 553	89 804	33 071	320 717	830 470

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

(en millions de dollars canadiens)

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	30 avril 2019 Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	2 996	8 584	8 163	5 443	9 939	19 665	94 615	3 253	-	152 658
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 539	-	-	-	5 539
Contrats de location simple	36	72	107	101	95	367	846	1 943	-	3 567
Prêt de titres	4 649	-	-	-	-	-	-	-	-	4 649
Obligations d'achat	52	99	152	148	144	339	173	73	-	1 180

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2018	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	41 162	–	–	–	–	–	–	–	980	42 142
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 964	1 717	1 037	457	112	18	–	–	–	8 305
Valeurs mobilières	4 522	4 283	5 049	7 749	4 943	11 854	32 480	56 004	54 051	180 935
Titres pris en pension ou empruntés	67 804	12 732	2 490	1 781	191	53	–	–	–	85 051
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 782	1 848	4 343	6 306	4 769	24 522	64 636	11 414	–	119 620
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	607	440	1 026	1 143	943	5 414	19 910	9 812	23 930	63 225
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	8 329	8 329
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 088	5 921	7 126	6 779	6 218	19 543	75 099	12 247	48 435	194 456
Provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(1 639)	(1 639)
Total des prêts, déduction faite de la provision	15 477	8 209	12 495	14 228	11 930	49 479	159 645	33 473	79 055	383 991
Autres actifs										
Instruments dérivés	2 040	3 385	1 645	1 012	807	3 407	6 074	7 834	–	26 204
Engagements de clients aux termes d'acceptations	16 529	1 988	65	3	–	–	–	–	–	18 585
Divers	1 740	506	189	26	6	17	20	4 824	21 534	28 862
Total des autres actifs	20 309	5 879	1 899	1 041	813	3 424	6 094	12 658	21 534	73 651
Total des actifs	154 238	32 820	22 970	25 256	17 989	64 828	198 219	102 135	155 620	774 075

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2018	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1)										
Banques	16 966	6 032	1 200	227	106	–	–	–	3 376	27 907
Entreprises et administrations publiques	23 524	32 231	22 713	15 893	8 629	22 418	48 684	11 809	126 276	312 177
Particuliers	2 582	6 455	7 953	7 619	10 536	11 736	16 327	2 582	115 054	180 844
Total des dépôts	43 072	44 718	31 866	23 739	19 271	34 154	65 011	14 391	244 706	520 928
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 499	2 456	1 616	913	639	3 831	6 335	7 122	–	24 411
Acceptations	16 529	1 988	65	3	–	–	–	–	–	18 585
Titres vendus à découvert	28 804	–	–	–	–	–	–	–	–	28 804
Titres mis en pension ou prêtés	63 496	2 249	8	931	–	–	–	–	–	66 684
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1 044	1 084	475	512	588	4 912	13 398	3 038	–	25 051
Divers	8 548	5 568	44	34	184	789	4 455	1 905	15 582	37 109
Total des autres passifs	119 920	13 345	2 208	2 393	1 411	9 532	24 188	12 065	15 582	200 644
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	–	6 782	–	6 782
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	45 721	45 721
Total des passifs et des capitaux propres	162 992	58 063	34 074	26 132	20 682	43 686	89 199	33 238	306 009	774 075

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

(en millions de dollars canadiens)									31 octobre 2018	
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 472	3 610	6 892	9 620	11 345	21 056	84 295	3 144	–	141 434
Concours de trésorerie	–	–	–	–	–	–	5 627	–	–	5 627
Contrats de location simple	34	70	99	101	100	358	770	1 210	–	2 742
Prêt de titres	4 939	–	–	–	–	–	–	–	–	4 939
Obligations d'achat	56	388	153	155	158	615	186	82	–	1 793

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 93 et 94 de son Rapport annuel pour 2018. Nos expositions dans les pays européens au 30 avril 2019 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Au 30 avril 2019		Tranche financée des prêts 2)		Titres 3) 4)		Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Montant net
Pays GIIPE										
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	211	-	28	-	28	-	175	-	175	414
Italie	16	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	167	-	3	-	3	2	-	1	3	173
Total – pays GIIPE	394	-	31	-	31	2	175	1	178	603
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)										
France	256	7	-	177	184	90	33	-	123	563
Allemagne	377	719	62	797	1 578	57	4	6	67	2 022
Pays-Bas	333	495	28	-	523	4	52	-	56	912
Autres 8)	204	-	4	221	225	3	4	5	12	441
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 170	1 221	94	1 195	2 510	154	93	11	258	3 938
Reste de l'Europe										
Norvège	428	343	1	-	344	-	4	1	5	777
Suède	8	242	1	325	568	1	-	-	1	577
Royaume-Uni	1 261	-	556	4 832	5 388	150	127	20	297	6 946
Autres 8)	138	148	-	-	148	22	26	-	48	334
Total – reste de l'Europe	1 835	733	558	5 157	6 448	173	157	21	351	8 634
Total – Europe 9)	3 399	1 954	683	6 352	8 989	329	425	33	787	13 175

Au 31 janvier 2019		Tranche financée des prêts 2)		Titres 3)		Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Montant net
Total – pays GIIPE	339	-	3	-	3	3	189	-	192	534
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 176	847	40	6 733	7 620	86	105	1	192	8 988
Total – reste de l'Europe	1 653	824	561	6 835	8 220	140	186	70	396	10 269
Total – Europe 9)	3 168	1 671	604	13 568	15 843	229	480	71	780	19 791

Voir les notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Pays	Prêts ²⁾						
	Tranche financée au 30 avril 2019			Au 30 avril 2019		Au 31 janvier 2019	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	2	209	-	231	211	175	163
Italie	16	-	-	16	16	14	14
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	140	27	-	213	167	210	162
Total – pays GIPE	158	236	-	460	394	399	339
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)							
France	186	70	-	391	256	292	245
Allemagne	233	144	-	540	377	424	375
Pays-Bas	102	231	-	441	333	445	338
Autres 8)	74	130	-	397	204	292	218
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	595	575	-	1 769	1 170	1 453	1 176
Reste de l'Europe							
Norvège	37	391	-	858	428	-	-
Suède	8	-	-	139	8	841	360
Royaume-Uni	8	1 253	-	3 439	1 261	2 053	1 108
Autres 8)	14	124	-	381	138	474	185
Total – reste de l'Europe	67	1 768	-	4 817	1 835	3 368	1 653
Total – Europe 9)	820	2 579	-	7 046	3 399	5 220	3 168

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 30 avril 2019 :

- Une sûreté de 4,0 milliards d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (1,6 milliard d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 67 millions d'euros.
- Des garanties de 9,2 milliards de dollars (265 millions de dollars dans les pays GIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 183 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique* dans les pays GIPE n'était en vigueur au 30 avril 2019 (*inclut une position nette de 131 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 15 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (38 milliards de dollars en Europe au 30 avril 2019).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 56 millions de dollars au 30 avril 2019 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 5 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 3 pays.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 95 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le			Pour les semestres clos le	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	4 814 \$	4 795 \$	3 838 \$	9 609 \$	7 543 \$
Valeurs mobilières (note 2)	1 405	1 314	962	2 719	1 890
Dépôts à d'autres banques	183	222	152	405	274
	6 402	6 331	4 952	12 733	9 707
Charges d'intérêts					
Dépôts	2 110	2 079	1 372	4 189	2 573
Dette subordonnée	69	70	57	139	110
Autres passifs	1 088	1 010	857	2 098	1 483
	3 267	3 159	2 286	6 426	4 166
Revenus nets d'intérêts	3 135	3 172	2 666	6 307	5 541
Revenus autres que d'intérêts (note 1)					
Commissions et droits sur titres	254	248	249	502	510
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	290	291	277	581	553
Revenus de négociation	111	93	258	204	346
Commissions sur prêts	277	277	236	554	483
Frais de services de cartes	116	105	112	221	200
Frais de gestion de placements et de garde de titres	426	428	437	854	861
Revenus tirés de fonds d'investissement	356	347	376	703	742
Commissions de prise ferme et de consultation	261	244	214	505	435
Profits sur titres, autres que de négociation	42	49	38	91	105
Revenus de change, autres que de négociation	51	38	63	89	99
Revenus d'assurance	710	1 049	460	1 759	967
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	52	29	41	81	85
Autres	132	147	153	279	291
	3 078	3 345	2 914	6 423	5 677
Total des revenus	6 213	6 517	5 580	12 730	11 218
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	176	137	160	313	301
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	561	926	332	1 487	693
Charges autres que d'intérêts (note 1)					
Rémunération du personnel	2 010	2 072	2 012	4 082	3 975
Bureaux et matériel	767	728	672	1 495	1 336
Amortissement des immobilisations incorporelles	138	133	129	271	252
Déplacements et expansion des affaires	143	126	130	269	243
Communications	78	74	75	152	142
Honoraires	141	121	143	262	268
Autres	318	303	364	621	709
	3 595	3 557	3 525	7 152	6 925
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 881	1 897	1 563	3 778	3 299
Charge d'impôts sur le résultat (note 12)	384	387	317	771	1 080
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 497 \$	1 510 \$	1 246 \$	3 007 \$	2 219 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 11)					
De base	2,27 \$	2,28 \$	1,87 \$	4,55 \$	3,30 \$
Dilué	2,26	2,28	1,86	4,54	3,29
Dividendes par action ordinaire	1,00	1,00	0,93	2,00	1,86

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le			Pour les semestres clos le	
	30 avril 2019	31 janvier 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Bénéfice net	1 497 \$	1 510 \$	1 246 \$	3 007 \$	2 219 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	46	187	(105)	233	(218)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(15)	(14)	(23)	(29)	(36)
	31	173	(128)	204	(254)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	433	757	(106)	1 190	(701)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	49	37	84	86	115
	482	794	(22)	1 276	(586)
Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	556	(25)	1 059	531	(31)
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	(103)	13	(181)	(90)	(50)
	453	(12)	878	441	(81)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	(2)	(148)	27	(150)	99
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(98)	79	42	(19)	(32)
	(100)	(69)	69	(169)	67
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	866	886	797	1 752	(854)
Total du résultat global attribuable aux actionnaires de la Banque	2 363 \$	2 396 \$	2 043 \$	4 759 \$	1 365 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (17) millions de dollars, de (61) millions et de 30 millions pour le trimestre et de (78) millions et de 54 millions pour le semestre, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 5 millions de dollars, de 5 millions et de 8 millions pour le trimestre et de 10 millions et de 12 millions pour le semestre, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (156) millions de dollars, de (274) millions et de 39 millions pour le trimestre et de (430) millions et de 240 millions pour le semestre, respectivement.

4) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (18) millions de dollars, de (13) millions et de (30) millions pour le trimestre et de (31) millions et de (41) millions pour le semestre, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 38 millions de dollars, de (5) millions et de 65 millions pour le trimestre et de 33 millions et de 18 millions pour le semestre, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 1 million de dollars, de 54 millions et de (10) millions pour le trimestre et de 55 millions et de (60) millions pour le semestre, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 36 millions de dollars, de (29) millions et de (15) millions pour le trimestre et de 7 millions et de 11 millions pour le semestre, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	30 avril 2019	31 janvier 2019	31 octobre 2018
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 839 \$	40 470 \$	42 142 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	7 518	7 609	8 305
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	100 991	101 486	99 697
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	12 904	12 280	11 611
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	68 668	66 696	62 440
Titres de créance au coût amorti	7 881	7 272	6 485
Titres divers	782	742	702
	191 226	188 476	180 935
Titres pris en pension ou empruntés	110 405	100 699	85 051
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	120 778	120 039	119 620
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	64 454	63 241	63 225
Prêts sur cartes de crédit	8 467	8 187	8 329
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	221 253	207 765	194 456
	414 952	399 232	385 630
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(1 710)	(1 628)	(1 639)
	413 242	397 604	383 991
Autres actifs			
Instruments dérivés	20 627	21 633	26 204
Engagements de clients aux termes d'acceptations	21 702	21 529	18 585
Bureaux et matériel	1 983	1 971	1 986
Écart d'acquisition	6 500	6 388	6 373
Immobilisations incorporelles	2 331	2 285	2 272
Actifs d'impôt exigible	1 309	1 469	1 515
Actifs d'impôt différé	1 765	1 813	2 039
Actifs divers	16 023	14 651	14 677
	72 240	71 739	73 651
Total des actifs	830 470 \$	806 597 \$	774 075 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 6)	548 837 \$	532 199 \$	520 928 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	21 549	23 188	24 411
Acceptations	21 702	21 529	18 585
Titres vendus à découvert	32 023	30 407	28 804
Titres mis en pension ou prêtés	87 039	87 783	66 684
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 621	23 969	25 051
Passifs d'impôt exigible	42	84	50
Passifs d'impôt différé	73	73	74
Passifs divers	37 236	33 196	36 985
	225 285	220 229	200 644
Dettes subordonnées (note 6)	6 953	6 820	6 782
Capitaux propres			
Actions privilégiées (note 7)	4 690	4 340	4 340
Actions ordinaires (note 7)	12 939	12 914	12 929
Surplus d'apport	307	308	300
Résultats non distribués	27 405	26 599	25 850
Cumul des autres éléments du résultat global	4 054	3 188	2 302
Total des capitaux propres	49 395	47 349	45 721
Total des passifs et des capitaux propres	830 470 \$	806 597 \$	774 075 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Actions privilégiées (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	4 340 \$	4 240 \$	4 340 \$	4 240 \$
Émises au cours de la période	350	-	350	-
Solde à la clôture de la période	4 690	4 240	4 690	4 240
Actions ordinaires (note 7)				
Solde à l'ouverture de la période	12 914	13 020	12 929	13 032
Émises en vertu du régime d'options sur actions	25	7	30	55
Rachetées aux fins d'annulation	-	(101)	(20)	(161)
Solde à la clôture de la période	12 939	12 926	12 939	12 926
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	308	306	300	307
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	-	(3)	4	(9)
Autres	(1)	1	3	6
Solde à la clôture de la période	307	304	307	304
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	26 599	23 893	25 850	23 700
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9	-	-	-	99
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 497	1 246	3 007	2 219
Dividendes – Actions privilégiées	(48)	(46)	(100)	(91)
– Actions ordinaires	(639)	(596)	(1 278)	(1 196)
Frais d'émission d'actions	(4)	-	(4)	-
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	-	(387)	(70)	(621)
Solde à la clôture de la période	27 405	24 110	27 405	24 110
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(142)	(125)	(315)	56
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9	-	-	-	(55)
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	46	(105)	233	(218)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(15)	(23)	(29)	(36)
Solde à la clôture de la période	(111)	(253)	(111)	(253)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(280)	(746)	(1 074)	(182)
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	433	(106)	1 190	(701)
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	49	84	86	115
Solde à la clôture de la période	202	(768)	202	(768)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	3 715	2 506	3 727	3 465
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	556	1 059	531	(31)
(Pertes) latentes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(103)	(181)	(90)	(50)
Solde à la clôture de la période	4 168	3 384	4 168	3 384
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	21	(20)	169	(92)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	(2)	27	(150)	99
Solde à la clôture de la période	19	7	19	7
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(126)	(255)	(205)	(181)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	(98)	42	(19)	(32)
Solde à la clôture de la période	(224)	(213)	(224)	(213)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	4 054	2 157	4 054	2 157
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	49 395 \$	43 737 \$	49 395 \$	43 737 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 497 \$	1 246 \$	3 007 \$	2 219 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation relative aux titres, autres que de négociation	1	1	1	2
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(43)	(39)	(92)	(107)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	1 532	6 505	(476)	1 796
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	176	160	313	301
Variation des instruments dérivés – diminution des actifs dérivés	190	7 688	6 326	4 591
– (diminution) des passifs dérivés	(1 308)	(8 901)	(3 727)	(4 833)
Amortissement des bureaux et du matériel	111	98	216	195
Amortissement d'autres actifs	54	58	107	117
Amortissement des immobilisations incorporelles	138	129	271	252
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	68	77	302	683
(Diminution) nette du passif d'impôt différé	(1)	(23)	(3)	(50)
(Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible	206	53	246	(711)
(Diminution) nette du passif d'impôt exigible	(47)	(10)	(11)	(86)
Variation des intérêts courus – (augmentation) des intérêts à recevoir	(91)	(137)	(197)	(151)
– augmentation des intérêts à payer	121	168	172	135
Variation nette des autres éléments et charges à payer	1 473	2 997	(298)	(19)
Augmentation nette des dépôts	11 490	2 344	23 898	9 458
(Augmentation) nette des prêts	(12 526)	(6 835)	(26 902)	(11 185)
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	1 391	(1 300)	3 015	308
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(2 073)	4 360	19 789	23 653
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(8 462)	(9 396)	(24 614)	(19 724)
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1 535	(131)	465	492
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(4 568)	(888)	1 808	7 336
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	1 344	15	(1 348)	827
Produit de l'émission des obligations couvertes	-	2 706	1 878	2 706
Remboursement d'obligations couvertes	-	-	(2 254)	(567)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 6)	-	-	-	1 566
Remboursement sur la dette subordonnée (note 6)	-	(900)	-	(900)
Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 7)	350	-	350	-
Frais d'émission d'actions	(4)	-	(4)	-
Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 7)	22	7	26	55
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	-	(488)	(90)	(782)
Dividendes versés en trésorerie	(691)	(645)	(1 348)	(1 276)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	1 021	695	(2 790)	1 629
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	236	(615)	912	(1 105)
Achats de titres, autres que de négociation	(10 795)	(13 442)	(26 265)	(21 837)
Échéances de titres, autres que de négociation	3 554	2 239	7 789	5 549
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 763	5 831	12 323	11 897
Bureaux et matériel – (achats) nets	(95)	(54)	(186)	(119)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(159)	(135)	(304)	(267)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 496)	(6 176)	(5 731)	(5 882)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	412	1 132	410	240
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(4 631)	(5 237)	(6 303)	3 323
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	40 470	41 159	42 142	32 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	35 839 \$	35 922 \$	35 839 \$	35 922 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période	3 133 \$	1 885 \$	6 243 \$	3 752 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	309 \$	208 \$	713 \$	1 077 \$
Intérêts reçus au cours de la période	5 819 \$	4 340 \$	11 617 \$	8 674 \$
Dividendes reçus au cours de la période	440 \$	426 \$	843 \$	846 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

30 avril 2019 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, sauf en ce qui concerne l'adoption de l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, comme il en est question ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, qui figurent aux pages 148 à 209 de notre Rapport annuel pour 2018. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 29 mai 2019.

Changements de méthodes comptables

Le 1^{er} novembre 2018, nous avons adopté l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (IFRS 15). Nous avons décidé de présenter les chiffres des périodes antérieures comme si l'IFRS 15 avait toujours été appliquée. L'incidence principale de la nouvelle norme est le reclassement des montants dans l'état consolidé des résultats. Par conséquent, les primes de fidélisation et les coûts au comptant liés à la promotion de cartes qui étaient antérieurement comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts sont portés en diminution des revenus autres que d'intérêts. De plus, lorsque les clients nous remboursent certaines dépenses engagées en leur nom, nous comptabilisons le remboursement dans les revenus autres que d'intérêts. Auparavant, ces remboursements étaient comptabilisés en diminution des charges connexes. En outre, l'incidence sur le bénéfice net est négligeable étant donné qu'aux termes de l'IFRS 15 nous ne sommes plus tenus d'actualiser les coûts liés aux primes de fidélisation et nous amortissons les coûts liés à l'obtention de clients qui deviendront titulaires de cartes de crédit, alors qu'auparavant, ces coûts étaient passés en charges à mesure qu'ils étaient engagés.

Le tableau qui suit résume l'incidence de l'application de l'IFRS 15 sur nos états consolidés des résultats des périodes antérieures :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 30 avril 2018	Pour le semestre clos le 30 avril 2018
Augmentation (diminution) des éléments suivants :		
Revenus autres que d'intérêts		
Commissions et droits sur titres	(2)	(3)
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	(2)	(5)
Frais de services de cartes	(37)	(77)
Frais de gestion de placements et de garde de titres	2	3
Commissions de prise ferme et de consultation	1	3
Autres	1	2
	(37)	(77)
Charges autres que d'intérêts		
Rémunération du personnel	1	1
Déplacements et expansion des affaires	(43)	(87)
Honoraires	2	4
Autres	3	4
	(37)	(78)
Charge d'impôts sur le résultat	–	1
Bénéfice net	–	–

Changements futurs des IFRS

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui fournit des directives selon lesquelles les preneurs comptabiliseront un passif au titre de la valeur actualisée des passifs futurs liés aux contrats de location, et enregistreront un actif correspondant au bilan pour la plupart des contrats de location. Les changements touchant la comptabilisation par le bailleur sont minimes. L'IFRS 16 entrera en vigueur pour notre exercice ouvert le 1^{er} novembre 2019.

Nous avons essentiellement terminé notre évaluation et nous effectuons actuellement la mise à niveau de notre système de gestion des contrats de location. En outre, nous travaillons à la mise en place des processus et contrôles internes futurs qui permettront l'application de l'IFRS 16 en 2019.

L'incidence la plus importante pour la Banque sera la constatation des contrats de location de biens immobiliers au bilan. À l'heure actuelle, la majorité de nos contrats de location de biens immobiliers sont classés en tant que contrats de location simple selon lesquels nous comptabilisons les charges liées aux contrats de location sur la durée du bail et aucun actif ni passif n'est comptabilisé au bilan, exception faite des améliorations locatives connexes. Aux termes de l'IFRS 16, nous comptabiliserons dans le bilan un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative.

À l'adoption de l'IFRS 16, nous comptabiliserons l'effet cumulatif de toute variation des résultats non distribués d'ouverture, sans retraiter les chiffres des exercices antérieurs.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 12 904 millions de dollars (11 611 millions au 31 octobre 2018), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 897 millions et de titres désignés à la juste valeur de 10 007 millions (2 828 millions et 8 783 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 68 668 millions de dollars (62 440 millions au 31 octobre 2018), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 3 millions (2 millions au 31 octobre 2018).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 7 881 millions de dollars (6 485 millions au 31 octobre 2018), sont présentés déduction faite de la provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2018).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2019				31 octobre 2018			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	12 882	56	10	12 928	12 884	1	80	12 805
des administrations provinciales et municipales canadiennes	7 517	91	2	7 606	6 896	8	42	6 862
l'administration fédérale américaine	17 337	229	97	17 469	17 403	4	584	16 823
des municipalités, agences et États américains	4 038	41	10	4 069	3 694	16	55	3 655
d'autres administrations publiques	6 307	78	3	6 382	4 818	2	30	4 790
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	2 365	21	1	2 385	2 382	6	18	2 370
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	12 994	29	212	12 811	11 811	2	496	11 317
Titres de créance d'entreprises	4 898	55	4	4 949	3 783	6	33	3 756
Titres de participation d'entreprises	69	–	–	69	62	–	–	62
Total	68 407	600	339	68 668	63 733	45	1 338	62 440

Les profits (pertes) latents sont présentés compte non tenu de l'incidence de la comptabilité de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos le		Semestres clos le	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titres de créance	407	246	799	472
Au coût amorti	48	43	88	92
Total	455	289	887	564

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)				30 avril 2019
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	75 639	140	-	75 779
Bas	19 579	2 634	-	22 213
Moyen	12 090	4 802	-	16 892
Haut	143	545	-	688
Non coté	4 550	230	-	4 780
Douteux	-	-	426	426
Provision pour pertes sur créances	16	35	19	70
Valeur comptable	111 985	8 316	407	120 708
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	20 711	21	-	20 732
Très faible	15 043	146	-	15 189
Bas	9 851	319	-	10 170
Moyen	9 757	4 024	-	13 781
Haut	396	1 426	-	1 822
Non coté	2 116	135	-	2 251
Douteux	-	-	509	509
Provision pour pertes sur créances	79	310	127	516
Valeur comptable	57 795	5 761	382	63 938
Prêts sur cartes de crédit				
Exceptionnellement faible	2 386	1	-	2 387
Très faible	1 129	16	-	1 145
Bas	883	176	-	1 059
Moyen	1 829	871	-	2 700
Haut	137	448	-	585
Non coté	590	1	-	591
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	40	200	-	240
Valeur comptable	6 914	1 313	-	8 227
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	128 949	843	-	129 792
Catégorie spéculative	98 430	8 479	-	106 909
Liste de surveillance	-	4 854	-	4 854
Douteux	-	-	1 400	1 400
Provision pour pertes sur créances	255	370	259	884
Valeur comptable	227 124	13 806	1 141	242 071
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	128 763	345	-	129 108
Catégorie spéculative	45 189	4 318	-	49 507
Liste de surveillance	-	2 283	-	2 283
Douteux	-	-	319	319
Provision pour pertes sur créances	125	100	27	252
Valeur comptable	173 827	6 846	292	180 965

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Exceptionnellement faible	-	-	-	-
Très faible	76 314	125	-	76 439
Bas	18 975	2 479	-	21 454
Moyen	12 621	3 765	-	16 386
Haut	90	445	-	535
Non coté	4 250	181	-	4 431
Douteux	-	-	375	375
Provision pour pertes sur créances	20	37	19	76
Valeur comptable	112 230	6 958	356	119 544
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Exceptionnellement faible	20 236	20	-	20 256
Très faible	13 364	222	-	13 586
Bas	12 581	364	-	12 945
Moyen	7 707	4 153	-	11 860
Haut	357	1 427	-	1 784
Non coté	2 105	168	-	2 273
Douteux	-	-	521	521
Provision pour pertes sur créances	83	312	143	538
Valeur comptable	56 267	6 042	378	62 687
Prêts sur cartes de crédit				
Exceptionnellement faible	2 403	4	-	2 407
Très faible	1 140	11	-	1 151
Bas	943	107	-	1 050
Moyen	1 742	874	-	2 616
Haut	108	428	-	536
Non coté	568	1	-	569
Douteux	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	39	191	-	230
Valeur comptable	6 865	1 234	-	8 099
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	109 774	2 148	-	111 922
Catégorie spéculative	88 348	7 308	-	95 656
Liste de surveillance	-	4 423	-	4 423
Douteux	-	-	1 040	1 040
Provision pour pertes sur créances	232	355	208	795
Valeur comptable	197 890	13 524	832	212 246
Engagements de prêt et contrats de garantie financière				
Risque acceptable				
Catégorie investissement	116 108	1 722	-	117 830
Catégorie spéculative	44 895	3 426	-	48 321
Liste de surveillance	-	1 650	-	1 650
Douteux	-	-	242	242
Provision pour pertes sur créances	108	96	27	231
Valeur comptable	160 895	6 702	215	167 812

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 30 avril 2019, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 1 962 millions de dollars (1 870 millions au 31 octobre 2018), dont une tranche de 1 710 millions (1 639 millions au 31 octobre 2018) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 252 millions (231 millions au 31 octobre 2018), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 30 avril 2019 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 31 janvier 2019	21	39	45	105
Transfert à l'étape 1	7	(6)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	1	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(2)	2	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(12)	6	2	(4)
Montages des prêts	1	-	-	1
Décomptabilisations et échéances	-	(1)	-	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(5)	(2)	3	(4)
Montants sortis du bilan	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2
Change et autres	-	-	(3)	(3)
Solde au 30 avril 2019	16	37	44	97
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 31 janvier 2019	90	326	135	551
Transfert à l'étape 1	42	(39)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(5)	20	(15)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(26)	27	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(47)	49	37	39
Montages des prêts	10	-	-	10
Décomptabilisations et échéances	(4)	(7)	-	(11)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(5)	(3)	46	38
Montants sortis du bilan	-	-	(69)	(69)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	18	18
Change et autres	1	1	(2)	-
Solde au 30 avril 2019	86	324	128	538
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 31 janvier 2019	75	215	-	290
Transfert à l'étape 1	24	(24)	-	-
Transfert à l'étape 2	(6)	6	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(39)	39	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(20)	79	21	80
Montages des prêts	5	-	-	5
Décomptabilisations et échéances	(1)	(5)	-	(6)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	2	17	60	79
Montants sortis du bilan	-	-	(83)	(83)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23
Change et autres	-	(1)	-	(1)
Solde au 30 avril 2019	77	231	-	308
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 31 janvier 2019	335	389	217	941
Transfert à l'étape 1	39	(37)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(8)	13	(5)	-
Transfert à l'étape 3	-	(14)	14	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(62)	80	34	52
Montages des prêts	50	-	-	50
Décomptabilisations et échéances	(24)	(15)	-	(39)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(5)	27	41	63
Montants sortis du bilan	-	-	(40)	(40)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	50	50
Change et autres	6	7	(8)	5
Solde au 30 avril 2019	336	423	260	1 019
Total au 30 avril 2019	515	1 015	432	1 962
Composition : Prêts	390	915	405	1 710
Autres instruments de crédit 2)	125	100	27	252

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de néant.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le semestre clos le 30 avril 2019 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le semestre clos	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 31 octobre 2018	20	38	44	102
Transfert à l'étape 1	14	(13)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	3	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(4)	4	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(20)	15	7	2
Montages des prêts	3	-	-	3
Décomptabilisations et échéances	-	(2)	-	(2)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(4)	(1)	8	3
Montants sortis du bilan	-	-	(7)	(7)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	5	5
Change et autres	-	-	(6)	(6)
Solde au 30 avril 2019	16	37	44	97
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 31 octobre 2018	90	326	144	560
Transfert à l'étape 1	87	(80)	(7)	-
Transfert à l'étape 2	(9)	44	(35)	-
Transfert à l'étape 3	(3)	(52)	55	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(94)	102	60	68
Montages des prêts	23	-	-	23
Décomptabilisations et échéances	(8)	(17)	-	(25)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(4)	(3)	73	66
Montants sortis du bilan	-	-	(153)	(153)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	72	72
Change et autres	-	1	(8)	(7)
Solde au 30 avril 2019	86	324	128	538
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 31 octobre 2018	74	219	-	293
Transfert à l'étape 1	50	(50)	-	-
Transfert à l'étape 2	(11)	11	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(79)	79	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(44)	142	34	132
Montages des prêts	10	-	-	10
Décomptabilisations et échéances	(2)	(12)	-	(14)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	12	113	128
Montants sortis du bilan	-	-	(159)	(159)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	46	46
Change et autres	-	-	-	-
Solde au 30 avril 2019	77	231	-	308
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 31 octobre 2018	298	408	209	915
Transfert à l'étape 1	108	(105)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(25)	36	(11)	-
Transfert à l'étape 3	-	(27)	27	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(118)	139	70	91
Montages des prêts	110	-	-	110
Décomptabilisations et échéances	(47)	(35)	-	(82)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	28	8	83	119
Montants sortis du bilan	-	-	(71)	(71)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	59	59
Change et autres	10	7	(20)	(3)
Solde au 30 avril 2019	336	423	260	1 019
Total au 30 avril 2019	515	1 015	432	1 962
Composition : Prêts	390	915	405	1 710
Autres instruments de crédit 2)	125	100	27	252

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (3) millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le trimestre clos le 30 avril 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 31 janvier 2018	26	27	47	100
Transfert à l'étape 1	9	(8)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	-	2	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(3)	3	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(18)	14	1	(3)
Montages des prêts	1	-	-	1
Décomptabilisations et échéances	-	(1)	-	(1)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(8)	4	1	(3)
Montants sortis du bilan	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2
Change et autres	1	-	(1)	-
Solde au 30 avril 2018	19	31	46	96
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 31 janvier 2018	79	317	129	525
Transfert à l'étape 1	59	(55)	(4)	-
Transfert à l'étape 2	(8)	30	(22)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(51)	52	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(49)	95	51	97
Montages des prêts	9	-	-	9
Décomptabilisations et échéances	(4)	(12)	-	(16)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	6	7	77	90
Montants sortis du bilan	-	-	(78)	(78)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	22	22
Change et autres	1	4	(3)	2
Solde au 30 avril 2018	86	328	147	561
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 31 janvier 2018	76	255	-	331
Transfert à l'étape 1	56	(56)	-	-
Transfert à l'étape 2	(13)	13	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(52)	53	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(49)	100	1	52
Montages des prêts	6	-	-	6
Décomptabilisations et échéances	-	(14)	-	(14)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(1)	(9)	54	44
Montants sortis du bilan	-	-	(81)	(81)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	27	27
Change et autres	2	-	-	2
Solde au 30 avril 2018	77	246	-	323
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 31 janvier 2018	282	371	239	892
Transfert à l'étape 1	18	(18)	-	-
Transfert à l'étape 2	(3)	4	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(9)	9	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(33)	30	32	29
Montages des prêts	33	-	-	33
Décomptabilisations et échéances	(15)	(22)	-	(37)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	-	(15)	40	25
Montants sortis du bilan	-	-	(80)	(80)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	23	23
Change et autres	9	12	11	32
Solde au 30 avril 2018	291	368	233	892
Total au 30 avril 2018	473	973	426	1 872
Composition : Prêts	383	866	398	1 647
Autres instruments de crédit 2)	90	107	28	225

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 4 millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes en fonction de chaque catégorie de produit pour le semestre clos le 30 avril 2018 :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le semestre clos	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	16	34	49	99
Transfert à l'étape 1	18	(17)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(1)	4	(3)	-
Transfert à l'étape 3	-	(6)	6	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(19)	20	5	6
Montages des prêts	6	-	-	6
Décomptabilisations et échéances	(1)	(3)	-	(4)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	(2)	7	8
Montants sortis du bilan	-	-	(10)	(10)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	4	4
Change et autres	-	(1)	(4)	(5)
Solde au 30 avril 2018	19	31	46	96
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	76	357	137	570
Transfert à l'étape 1	127	(119)	(8)	-
Transfert à l'étape 2	(14)	62	(48)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(103)	105	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(111)	154	74	117
Montages des prêts	18	-	-	18
Décomptabilisations et échéances	(9)	(23)	-	(32)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	9	(29)	123	103
Montants sortis du bilan	-	-	(144)	(144)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	39	39
Change et autres	1	-	(8)	(7)
Solde au 30 avril 2018	86	328	147	561
Prêts sur cartes de crédit				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	83	254	-	337
Transfert à l'étape 1	116	(116)	-	-
Transfert à l'étape 2	(26)	26	-	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(101)	102	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(105)	207	11	113
Montages des prêts	11	-	-	11
Décomptabilisations et échéances	(1)	(24)	-	(25)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(6)	(8)	113	99
Montants sortis du bilan	-	-	(163)	(163)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	50	50
Change et autres	-	-	-	-
Solde au 30 avril 2018	77	246	-	323
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques				
Solde au 1 ^{er} novembre 2017	268	410	234	912
Transfert à l'étape 1	51	(50)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(13)	23	(10)	-
Transfert à l'étape 3	-	(28)	28	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(45)	54	86	95
Montages des prêts	66	-	-	66
Décomptabilisations et échéances	(34)	(40)	-	(74)
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	25	(41)	103	87
Montants sortis du bilan	-	-	(130)	(130)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	31	31
Change et autres	(2)	(1)	(5)	(8)
Solde au 30 avril 2018	291	368	233	892
Total au 30 avril 2018	473	973	426	1 872
Composition : Prêts	383	866	398	1 647
Autres instruments de crédit 2)	90	107	28	225

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de 4 millions de dollars.

2) Comptabilisés dans les autres passifs du bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2019					31 octobre 2018	
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	254 015	186	715	253 114	244 837	189	689	243 959
États-Unis	150 385	219	581	149 585	131 247	181	574	130 492
Autres pays	10 552	–	9	10 543	9 546	–	6	9 540
Total	414 952	405	1 305	413 242	385 630	370	1 269	383 991

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 27 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (27 millions au 31 octobre 2018), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 225 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (204 millions au 31 octobre 2018), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts renégociés

La valeur comptable de nos prêts renégociés était de 1 183 millions de dollars au 30 avril 2019 (1 129 millions au 31 octobre 2018), dont une tranche de 557 millions était classée en tant que prêts productifs au 30 avril 2019 (541 millions au 31 octobre 2018). Des prêts renégociés de 3 millions et de 8 millions, respectivement, ont été sortis du bilan au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019 (26 millions et 33 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018).

Note 4 : Transfert d'actifs

Titrisation de prêts

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires LNH et de notre propre programme. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, nous avons vendu des prêts de 1 024 millions de dollars et de 2 864 millions, respectivement, à ces programmes (3 419 millions et 4 418 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018).

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes :

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2019		31 octobre 2018	
	Valeur comptable des actifs 1)	Valeur comptable des passifs connexes	Valeur comptable des actifs 1)	Valeur comptable des passifs connexes	
Prêts hypothécaires à l'habitation	6 072		5 569		
Autres actifs connexes 2)	11 096		11 640		
Total 3)	17 168	16 694	17 209	16 925	

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision pour pertes sur créances.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs éayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

3) La juste valeur des actifs et des passifs connexes se chiffre à 17 126 millions de dollars et à 16 869 millions, respectivement, au 30 avril 2019 (17 105 millions et 16 763 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, nous avons vendu et décomptabilisé 72 millions de dollars et 181 millions, respectivement, de prêts hypothécaires acquis ou montés aux États-Unis (201 millions et 430 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018). Nous conservons les droits de gestion de prêts hypothécaires à l'égard de ces prêts, ce qui représente le maintien de notre engagement. Au 30 avril 2019, la valeur comptable des droits de gestion de prêts hypothécaires se chiffrait à 49 millions (52 millions au 31 octobre 2018).

Note 5 : Acquisitions

KGS-Alpha Capital Markets (KGS)

Le 1^{er} septembre 2018, nous avons réalisé l'acquisition des activités de KGS, maison de courtage de titres à revenu fixe, dont le siège social est aux États-Unis, qui se spécialise dans les titres adossés à des créances hypothécaires et à des actifs américains et qui s'adresse à des investisseurs institutionnels, pour une contrepartie en trésorerie de 304 millions de dollars américains (397 millions de dollars canadiens). Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2019, le prix d'achat a baissé pour s'établir à 303 millions de dollars américains (396 millions de dollars canadiens) en raison d'un ajustement postérieur à la clôture fondé sur le fonds de roulement. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 49 millions de dollars et un écart d'acquisition de 54 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de trois à quatorze ans selon la méthode d'amortissement accéléré. L'écart d'acquisition de 32 millions lié à cette transaction est déductible à des fins fiscales.

Le tableau ci-dessous résume la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)		KGS
Titres – négociation		5 193
Titres pris en pension ou empruntés		5 669
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles		103
Autres actifs		583
Total des actifs		11 548
Titres mis en pension ou prêtés		9 563
Titres vendus à découvert		1 431
Autres passifs		158
Prix d'achat		396

La ventilation du prix d'achat de KGS pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Note 6 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4) 5)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
	30 avril 2019	31 octobre 2018	30 avril 2019	31 octobre 2018	30 avril 2019	31 octobre 2018	30 avril 2019	31 octobre 2018	30 avril 2019	31 octobre 2018
Catégories de déposants :										
Banques 1)	1 459	1 450	1 567	1 400	1 035	526	26 238	24 531	30 299	27 907
Entreprises et administrations publiques	25 026	25 266	33 357	33 984	74 092	67 026	192 288	185 901	324 763	312 177
Particuliers	3 451	3 476	22 237	21 345	93 118	90 233	74 969	65 790	193 775	180 844
Total 2) 3)	29 936	30 192	57 161	56 729	168 245	157 785	293 495	276 222	548 837	520 928
Domiciliation :										
Canada	23 941	21 735	47 957	47 231	86 146	82 091	177 142	160 069	335 186	311 126
États-Unis	5 001	7 395	9 187	9 477	80 767	74 476	81 021	86 805	175 976	178 153
Autres pays	994	1 062	17	21	1 332	1 218	35 332	29 348	37 675	31 649
Total	29 936	30 192	57 161	56 729	168 245	157 785	293 495	276 222	548 837	520 928

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 30 avril 2019 et au 31 octobre 2018, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 31 767 millions de dollars et 29 673 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 30 avril 2019 et au 31 octobre 2018, les dépôts comprenaient des dépôts de 268 320 millions et de 259 747 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 39 956 millions et de 37 427 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 261 028 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 162 543 millions étaient domiciliés au Canada, 63 161 millions, aux États-Unis et 35 324 millions, dans d'autres pays (246 685 millions, 145 574 millions, 71 770 millions et 29 341 millions, respectivement, au 31 octobre 2018). Des dépôts de 162 543 millions domiciliés au Canada, 71 007 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 3 162 millions, dans trois à six mois, 15 103 millions, dans six à douze mois et 73 271 millions, dans plus de douze mois (145 574 millions, 55 190 millions, 3 836 millions, 12 909 millions et 73 639 millions, respectivement, au 31 octobre 2018).

5) Comprend 9 164 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 30 avril 2019, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (37 millions au 31 octobre 2018). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Dette subordonnée

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, nous n'avons effectué aucune émission ni remboursement au titre de la dette subordonnée.

Note 7 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2019		31 octobre 2018		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	6 000 000	150	6 000 000	150	Non convertibles 3)
Catégorie B – Série 36	600 000	600	600 000	600	catégorie B – Série 37 2) 3)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	–	–	catégorie B – Série 47 2) 3)
		4 690		4 340	
Actions ordinaires 4) 5)	638 760 869	12 939	639 329 625	12 929	
Capital social		17 629		17 269	

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 182 à 192 de notre Rapport annuel pour 2018.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions émises sont assorties d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité, ce qui est nécessaire pour que les actions puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. À ce titre, les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée est convertible en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée émise (y compris les dividendes déclarés et impayés sur l'émission d'actions privilégiées) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 593 167 actions ordinaires au 30 avril 2019 (6 095 201 actions ordinaires au 31 octobre 2018).

5) Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires; nous avons émis 357 233 et 431 244 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime d'options sur actions.

Actions privilégiées

Le 17 avril 2019, nous avons émis 14 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 46 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) au prix de 25 \$ l'action, pour un produit brut de 350 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 mai 2024, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 5,1 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 3,51 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalent d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 47 (actions privilégiées de série 47), sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées de série 47 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 3,51 %.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, nous n'avons racheté aucune action privilégiée.

Le 29 mars 2019, nous avons annoncé que nous n'avions pas l'intention d'exercer notre droit de rachat, le 25 mai 2019, des actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 27 (actions privilégiées de série 27) actuellement en circulation. Par conséquent et sous réserve de certaines conditions, les porteurs de ces actions privilégiées avaient le droit, à leur gré, de convertir, au plus tard le 10 mai 2019, à raison de une contre une, la totalité ou une partie de leurs actions privilégiées de série 27 en actions privilégiées de catégorie B à dividende non cumulatif et à taux variable – série 28 (actions privilégiées de série 28). Au cours de la période de conversion, qui se déroulait du 25 avril 2019 au 10 mai 2019, 412 564 actions privilégiées de série 27 ont été offertes pour être converties en actions privilégiées de série 28, soit moins que le nombre minimum de 1 000 000 requis pour donner effet à la conversion, tel qu'il est décrit dans le supplément de prospectus des actions privilégiées de série 27 daté du 16 avril 2014. Par conséquent, aucune action privilégiée de série 28 ne sera émise et les détenteurs des actions privilégiées de série 27 conserveront leurs actions. Le taux de dividende pour les actions privilégiées de série 27 pour la période de cinq ans ouverte le 25 mai 2019 et close le 24 mai 2024 sera de 3,852 %.

Actions ordinaires

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, nous n'avons racheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle arrive à échéance le 31 mai 2019. Au cours du semestre clos le 30 avril 2019, 1 million d'actions ordinaires ont été rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Tel qu'annoncé précédemment, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto, nous avons mis en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, laquelle nous permettra de racheter aux fins d'annulation jusqu'à concurrence de 15 millions d'actions ordinaires sur une période de 12 mois débutant le 3 juin 2019 ou vers cette date. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités constitue un volet courant de la stratégie de gestion du capital de BMO. Les dates et les montants des rachats ainsi effectués devront être approuvés par les organismes de réglementation et seront déterminés par la direction en fonction de divers facteurs, tels la conjoncture de marché et le niveau des fonds propres. Nous consulterons le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 31 décembre 2018, la Fiducie de capital BMO II a remboursé la totalité de ses billets de première catégorie de BMO – série A émis et en circulation à un prix de remboursement correspondant à 1 000 \$ pour un montant global de 450 millions de dollars, majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à leur date de remboursement, mais exclusion faite de celle-ci.

Note 8 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 184 à 190, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)		30 avril 2019		31 octobre 2018	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Titres					
Titres comptabilisés au coût amorti	7 881	7 855	6 485	6 288	
Prêts 1)					
Prêts hypothécaires à l'habitation	120 708	120 590	119 544	118 609	
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	63 938	64 109	62 687	62 618	
Prêts sur cartes de crédit	8 227	8 227	8 099	8 099	
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	217 578	218 195	192 225	191 989	
	410 451	411 121	382 555	381 315	
Dépôts 3)					
	532 695	533 352	506 742	506 581	
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 621	25 757	25 051	24 838	
Dette subordonnée	6 953	7 168	6 782	6 834	

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

1) La valeur comptable des prêts est présentée déduction faite de la provision.

2) Ne tient pas compte de 2 816 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net au 30 avril 2019 (1 450 millions au 31 octobre 2018).

3) Ne tient pas compte de 16 142 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (14 186 millions au 31 octobre 2018).

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés inclus dans les dépôts ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur et le montant nominal de référence dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés au 30 avril 2019 se chiffraient respectivement à 16 142 millions de dollars et à 15 701 millions (14 186 millions et 14 548 millions, respectivement, au 31 octobre 2018). La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de baisse de 365 millions et de baisse de 765 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de baisse de 121 millions et de baisse de 14 millions comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019, respectivement (hausse de 197 millions et baisse de 72 millions comptabilisées dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et hausse de 49 millions et baisse de 41 millions comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018, respectivement). L'incidence de l'utilisation des couvertures économiques pour gérer l'exposition est également comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuable aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 30 avril 2019, correspondent à une perte latente de 345 millions de dollars, soit une perte latente de 269 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état consolidé des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 10 007 millions de dollars au 30 avril 2019 (8 783 millions au 31 octobre 2018) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une augmentation de 337 millions et de 593 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019 (diminution de 124 millions et de 134 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 952 millions de dollars au 30 avril 2019 (800 millions au 31 octobre 2018), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une hausse de 24 millions et à une hausse de 61 millions des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019 (hausse de 1 million et baisse de 13 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018). Pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019, une diminution de 13 millions et une diminution de 12 millions, respectivement, ont été comptabilisées dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (hausse de 8 millions et diminution de 2 millions, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de notre écart de taux d'un trimestre à l'autre.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. Nous exerçons un degré de jugement pour déterminer si les cours du marché ont été obtenus sur des marchés qui sont actifs. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais du résultat net de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)

30 avril 2019

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	8 176	1 665	-	9 841
des provinces et municipalités canadiennes	3 998	4 815	-	8 813
l'administration fédérale américaine	11 516	823	-	12 339
des municipalités, agences et États américains	47	626	-	673
d'autres administrations publiques	1 231	648	-	1 879
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	35	9 384	215	9 634
Titres de créance d'entreprises	2 022	5 601	7	7 630
Prêts	-	263	-	263
Titres de participation d'entreprises	49 918	1	-	49 919
	76 943	23 826	222	100 991
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	434	91	-	525
des provinces et municipalités canadiennes	285	797	-	1 082
l'administration fédérale américaine	1	70	-	71
d'autres administrations publiques	-	31	-	31
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	6	-	6
Titres de créance d'entreprises	79	7 616	-	7 695
Titres de participation d'entreprises	1 522	65	1 907	3 494
	2 321	8 676	1 907	12 904
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	10 692	2 236	-	12 928
des provinces et municipalités canadiennes	4 744	2 862	-	7 606
l'administration fédérale américaine	15 302	2 167	-	17 469
des municipalités, agences et États américains	-	4 068	1	4 069
d'autres administrations publiques	2 544	3 838	-	6 382
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	15 196	-	15 196
Titres de créance d'entreprises	1 126	3 823	-	4 949
Titres de participation d'entreprises	-	-	69	69
	34 408	34 190	70	68 668
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	644	2 172	2 816
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	27 930	4 093	-	32 023
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	16 142	-	16 142
Passifs au titre des contrats de placement	-	952	-	952
	27 930	21 187	-	49 117
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	7	8 725	-	8 732
Contrats de change	5	9 506	-	9 511
Contrats sur produits de base	113	1 261	-	1 374
Contrats sur titres de participation	178	781	-	959
Swaps sur défaillance	-	51	-	51
	303	20 324	-	20 627
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	13	6 728	-	6 741
Contrats de change	3	10 568	-	10 571
Contrats sur produits de base	182	1 030	-	1 212
Contrats sur titres de participation	98	2 826	-	2 924
Swaps sur défaillance	-	101	-	101
	296	21 253	-	21 549

	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	9 107	1 213	-	10 320
des provinces et municipalités canadiennes	4 013	4 689	-	8 702
l'administration fédérale américaine	9 465	52	-	9 517
des municipalités, agences et États américains	78	1 138	-	1 216
d'autres administrations publiques	1 210	201	-	1 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	60	8 869	255	9 184
Titres de créance d'entreprises	2 973	6 218	7	9 198
Prêts	-	199	-	199
Titres de participation d'entreprises	49 946	4	-	49 950
	76 852	22 583	262	99 697
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	328	103	-	431
des provinces et municipalités canadiennes	219	727	-	946
l'administration fédérale américaine	69	-	-	69
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	7	-	7
Titres de créance d'entreprises	178	6 643	-	6 821
Titres de participation d'entreprises	1 378	134	1 825	3 337
	2 172	7 614	1 825	11 611
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	11 978	827	-	12 805
des provinces et municipalités canadiennes	3 315	3 547	-	6 862
l'administration fédérale américaine	16 823	-	-	16 823
des municipalités, agences et États américains	14	3 640	1	3 655
d'autres administrations publiques	3 143	1 647	-	4 790
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	13 687	-	13 687
Titres de créance d'entreprises	1 959	1 797	-	3 756
Titres de participation d'entreprises	-	-	62	62
	37 232	25 145	63	62 440
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	-	1 450	1 450
Passifs à la juste valeur				
Titres vendus à découvert	26 336	2 468	-	28 804
Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets	-	14 186	-	14 186
Passifs au titre des contrats de placement	-	800	-	800
	26 336	17 454	-	43 790
Actifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	18	8 959	-	8 977
Contrats de change	16	12 983	-	12 999
Contrats sur produits de base	166	1 894	-	2 060
Contrats sur titres de participation	286	1 872	-	2 158
Swaps sur défaillance	-	10	-	10
	486	25 718	-	26 204
Passifs dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	14	8 620	-	8 634
Contrats de change	2	11 852	-	11 854
Contrats sur produits de base	295	1 161	-	1 456
Contrats sur titres de participation	246	2 183	1	2 430
Swaps sur défaillance	-	36	1	37
	557	23 852	2	24 411

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019. Au 30 avril 2019, nous avons exercé un jugement plus poussé pour savoir si les cours du marché des titres à revenu fixe avaient été obtenus sur des marchés actifs ou non et pour déterminer si ces titres devaient être classés dans le niveau 1 ou le niveau 2; par conséquent, certains titres sont présentés comme ayant été transférés dans le niveau 2 au cours du trimestre.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, des titres de négociation de 1 954 millions de dollars et de 3 658 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 141 millions et de 464 millions, respectivement, et des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 7 282 millions et de 7 889 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 par suite de l'exercice d'un jugement plus poussé et en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, des titres de négociation de 2 700 millions et de 3 359 millions, respectivement, des titres à la juste valeur par le biais du résultat net de 248 millions et de 352 millions, respectivement, et des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de 464 millions et de 1 575 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, des titres de négociation de 26 millions de dollars et de 45 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 3 en raison des changements touchant le caractère observable des données d'entrées sur le marché qui ont servi à établir le prix de ces titres, des titres de négociation de 18 millions et de 35 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 3 au niveau 2 en raison de la disponibilité des prix observables servant à l'évaluation de ces titres.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et du semestre clos le 30 avril 2019, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 janvier 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2019	
Pour le trimestre clos le 30 avril 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	231	(2)	5	87	(114)	-	26	(18)	215	(6)
Titres de créance d'entreprises	6	-	-	6	(5)	-	-	-	7	-
Total des titres de négociation	237	(2)	5	93	(119)	-	26	(18)	222	(6)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 786	(4)	27	124	(26)	-	-	-	1 907	4
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 786	(4)	27	124	(26)	-	-	-	1 907	4
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	64	-	-	5	-	-	-	-	69	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	65	-	-	5	-	-	-	-	70	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	2 429	-	48	97	-	(402)	-	-	2 172	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	7	-	-	(7)	-	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	7	-	-	(7)	-	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

s. o. - sans objet

Variation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2018	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 30 avril 2019	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus
Pour le semestre clos le 30 avril 2019										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	255	(7)	4	183	(230)	-	45	(35)	215	(7)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	6	(6)	-	-	-	7	-
Total des titres de négociation	262	(7)	4	189	(236)	-	45	(35)	222	(7)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 825	10	23	247	(198)	-	-	-	1 907	20
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 825	10	23	247	(198)	-	-	-	1 907	20
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	62	-	-	7	-	-	-	-	69	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	63	-	-	7	-	-	-	-	70	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 450	7	44	1 214	-	(543)	-	-	2 172	-
Passifs à la juste valeur										
Titres vendus à découvert	-	-	-	(7)	7	-	-	-	-	-
Total des passifs à la juste valeur	-	-	-	(7)	7	-	-	-	-	-
Passifs dérivés										
Contrats sur titres de participation	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	(1)	-	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	(2)	-	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux instruments financiers détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit des titres vendus à découvert.

s. o. - sans objet

Note 9 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 30 avril 2019, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS¹), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,75 % applicable aux BIS¹. Notre situation en matière de capital au 30 avril 2019 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre 2019.

Note 10 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des trimestres clos le 30 avril 2019 et 2018, nous n'avons attribué aucune option sur actions. Au cours du semestre clos le 30 avril 2019, nous avons attribué un total de 931 047 options sur actions (705 398 options sur actions au cours du semestre clos le 30 avril 2018). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 30 avril 2019 a été de 10,23 \$ l'option (11,30 \$ l'option au cours du semestre clos le 30 avril 2018).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours des semestres clos le	30 avril 2019	30 avril 2018
Rendement attendu des actions	5,7 %	4,1 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,0 % – 20,1 %	17,0 % – 17,3 %
Taux de rendement sans risque	2,5 %	2,1 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	89,90	100,63

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Pour les trimestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	48	53	3	8
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(4)	(2)	9	11
Charges administratives	1	1	–	–
Charge au titre des prestations	45	52	12	19
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	26	24	–	–
Charge au titre des cotisations définies	36	31	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	107	107	12	19

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Pour les semestres clos le				
Coût des services rendus au cours de la période	96	105	5	15
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(9)	(4)	19	23
Revenus liés aux services passés	(5)	–	–	–
Charges administratives	2	2	–	–
Charge au titre des prestations	84	103	24	38
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	47	44	–	–
Charge au titre des cotisations définies	90	90	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	221	237	24	38

Note 11 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable à nos actionnaires, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le		Pour les semestres clos le	
	30 avril 2019	30 avril 2018	30 avril 2019	30 avril 2018
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 497	1 246	3 007	2 219
Dividendes sur les actions privilégiées	(48)	(46)	(100)	(91)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 449	1 200	2 907	2 128
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	638 574	643 734	638 753	645 735
Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)	2,27	1,87	4,55	3,30

Bénéfice dilué par action

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 449	1 200	2 907	2 128
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	638 574	643 734	638 753	645 735
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	6 037	5 497	5 356	5 711
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(4 351)	(3 604)	(3 787)	(3 671)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	640 260	645 627	640 322	647 775
Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)	2,26	1,86	4,54	3,29

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 687 059 et 1 343 031 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 104,14 \$ et de 101,82 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2019 (1 683 632 et 1 584 274 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 119,63 \$ et de 120,68 \$, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2018), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 12 : Impôts sur le résultat

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2019, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a proposé une nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 250 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2014. Au cours des exercices précédents, l'ARC a produit de nouveaux avis de cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 361 millions relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2013. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC dans le cadre des réévaluations ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées en 2015 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation.

Note 13 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)), la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2018, aux pages 203 à 205 du Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 30 avril 2019	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 407	1 035	230	599	(136)	3 135
Revenus autres que d'intérêts	514	281	1 612	630	41	3 078
Total des revenus	1 921	1 316	1 842	1 229	(95)	6 213
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	122	18	(1)	12	(1)	150
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	16	5	1	3	1	26
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	138	23	-	15	-	176
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	561	-	-	561
Amortissement	84	117	64	38	-	303
Charges autres que d'intérêts	868	658	818	849	99	3 292
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	831	518	399	327	(194)	1 881
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	216	112	94	78	(116)	384
Bénéfice net	615	406	305	249	(78)	1 497
Actifs moyens	235 680	124 725	40 402	344 427	75 742	820 976

Pour le trimestre clos le 30 avril 2018	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	1 338	936	204	319	(131)	2 666
Revenus autres que d'intérêts	492	269	1 380	723	50	2 914
Total des revenus	1 830	1 205	1 584	1 042	(81)	5 580
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	131	66	1	(16)	(10)	172
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(3)	(12)	(1)	3	1	(12)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	128	54	-	(13)	(9)	160
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	332	-	-	332
Amortissement	79	115	60	31	-	285
Charges autres que d'intérêts	830	596	802	640	372	3 240
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	793	440	390	384	(444)	1 563
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	205	92	94	98	(172)	317
Bénéfice net	588	348	296	286	(272)	1 246
Actifs moyens	223 182	108 624	35 246	302 772	73 814	743 638

(en millions de dollars canadiens)

Pour le semestre clos le 30 avril 2019	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	2 840	2 094	462	1 160	(249)	6 307
Revenus autres que d'intérêts	1 035	560	3 520	1 201	107	6 423
Total des revenus	3 875	2 654	3 982	2 361	(142)	12 730
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	236	33	1	13	(6)	277
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	22	(4)	1	17	-	36
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	258	29	2	30	(6)	313
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	-	-	1 487	-	-	1 487
Amortissement	163	229	131	71	-	594
Charges autres que d'intérêts	1 750	1 314	1 646	1 608	240	6 558
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	1 704	1 082	716	652	(376)	3 778
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	442	232	172	148	(223)	771
Bénéfice net	1 262	850	544	504	(153)	3 007
Actifs moyens	233 583	122 346	39 559	342 316	82 781	820 585

Pour le semestre clos le 30 avril 2018	PE Canada	PE États-Unis	Gestion de patrimoine	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Revenus nets d'intérêts	2 718	1 839	404	881	(301)	5 541
Revenus autres que d'intérêts	1 015	537	2 786	1 245	94	5 677
Total des revenus	3 733	2 376	3 190	2 126	(207)	11 218
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	228	143	2	(17)	(10)	346
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	1	(42)	(3)	(1)	-	(45)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	229	101	(1)	(18)	(10)	301
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	693	-	-	693
Amortissement	160	227	117	60	-	564
Charges autres que d'intérêts	1 687	1 193	1 640	1 333	508	6 361
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	1 657	855	741	751	(705)	3 299
Charge d'impôts sur le résultat	423	197	179	194	87	1 080
Bénéfice net	1 234	658	562	557	(792)	2 219
Actifs moyens	222 402	106 383	34 755	299 031	72 846	735 417

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude et des changements de méthodes comptables (note 1).

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre rapport de gestion annuel et de nos états financiers consolidés annuels audités pour 2018, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 29 mai 2019 à 8 h (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 3792150#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 26 août 2019, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 9055681#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, paul.gammal@bmo.com, 416-867-6543

Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, les médias et les gouvernements, jill.homenuk@bmo.com, 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Février 2019 : 98,92 \$

Mars 2019 : 100,76 \$

Avril 2019 : 105,72 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Notre Rapport de gestion annuel pour 2018, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2018 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

^{MD} Marque déposée de la Banque de Montréal